

## *CHAPITRE VII*

**VERS UN NOUVEAU MOUVEMENT  
OUVRIER**

**UN BILAN COMMUNISTE DES CONSEILS  
(1933-1935)**

**LE COMMUNISME DES CONSEILS  
ALLEMAND APRES 1933 ET LE GIC**

Avec la plongée des groupes communistes de conseils allemands dans une totale clandestinité, le GIC portait sur ses épaules une responsabilité politique accrue. De sa clarté politique et de sa force organisationnelle dépendait fortement tout le mouvement allemand. Le travail international en direction de l'Allemagne était assumé conjointement par le GIC et le groupe danois (GIK). Ce partage du travail entre Amsterdam et Copenhague se fit non sans difficulté et frictions (1). Pour être efficace, il exigeait une centralisation et un regroupement des forces existantes. Cela n'était possible que si était rejetée la vision professée par le GIC des "groupes de travail". D'autre part, sans homogénéité politique au sein du mouvement communiste des conseils international, il n'était guère possible au GIC d'œuvrer réellement à ce regroupement. Sans ce regroupement, la Gauche hollandaise courait le risque de théoriser son isolement.

Ce travail de regroupement fut pris en main dès mars 1933 par le GIC. Celui-ci édita non seulement *Proletarier*, la revue internationale du communisme des conseils, mais un service de presse en allemand - *Pressedienst der Internationalen Kommunisten* (PIK) qui remplaçait l'*INO* de Francfort (2), destiné à refléter les positions des Allemands, Faute d'homogénéité politique entre ces derniers et les Hollandais, le PIK fut remplacé bientôt. par la *Räte-Korrespondenz*, qui se voulait un organe "théorique et de discussion du mouvement des conseils", pris dans le sens le plus large. Dans ce sens, il était plus un organe de liaisons qu'un organe d'orientation politique des différents groupes internationaux.

Contrairement à la période des années 1920, où la Gauche hollandaise était un appendice organisationnel du mouvement allemand, tout en restant la tête théorique de ce dernier, la Gauche allemande devenait une 'annexe' du mouvement conseilliste des Pays-Bas. Du moins sur le plan organisationnel, puisque les divergences au sein d'un mouvement international très décentralisé étaient réelles, mais sans être principielles. Le mouvement allemand était, sous la dictature nazie, en pleine réorganisation clandestine, et était loin d'avoir été balayé (3) par l'impitoyable répression qui s'était abattue sur le mouvement ouvrier. Lorsqu'un membre du GIC voyagea à l'été 1933, en Allemagne, pour renouer les contacts, il trouva encore le mouvement unioniste peu touché par la répression, et l'organisation de la KAU intacte, au point que celle-ci put tenir trois conférences. Celles-ci aboutirent bientôt à une fusion entre la KAU et le KAPD. mais les

divergences sur la question du parti étaient trop profondes pour donner une base solide à la nouvelle organisation. En décembre 1933, la nouvelle organisation “unifiée” était secouée par des luttes fractionnelles intenses. Les ex-membres du KAPD rejetaient résolument tout mot d’ordre “d’aller vers les masses” et préconisaient une activité correspondant à la période de contre-révolution et à un strict travail clandestin. Il ne s’agissait plus d’aller vers les masses” mais de maintenir les cadres du parti : création de cercles de trois personnes, formation de “révolutionnaires professionnels” sur le modèle bolchevik. D’autres divergences, non moins importantes, existaient. Les ex-membres du KAPD refusaient tout “front unique à la base” avec des socialistes de gauche, comme le SAP de Willy Brandt (4), même dans la clandestinité, au nom de la lutte commune “contre la répression fasciste”.

Sur ce plan, la KAU, localement, avait cédé à la tentation du “front unique antifasciste” (5). D’autre part, la fraction “kaapédiste” refusait toute idée de fusion avec le groupe des “Rote Kämpfer” de Schwab, Schröder et Reichenbach, bien que celui-ci ait rompu organisationnellement avec le “socialisme de gauche” du SAP (6). Il s’ensuivit un éclatement de la nouvelle organisation, à l’été 1934. Les fractions antagonistes s’exclurent mutuellement. Il en résulta une autre organisation, celle des *Délégués révolutionnaires (Revolutionäre Obleute)*, qui se situait dans la continuité de la KAU. C’est cette organisation qui se rattachait alors au GIC hollandais et au mouvement communiste des conseils américain de Mattick (6 bis).

L’évolution du GIC hollandais vers une forme de “conseillisme” est inexplicable sans le contexte allemand et international. L’ouverture d’un cours de contre-révolution menant inévitablement à la guerre mondiale fut théorisée par le GIC. La faillite du mouvement ouvrier allemand en 1933 le conduisit à proclamer la faillite des conceptions d’organisation de ce qu’il nomme le “vieux mouvement ouvrier”. A sa place doit surgir un “nouveau mouvement ouvrier composé de petits groupes de travail, dont la tâche est purement propagandiste (cf. infra). Par peur de véhiculer une vision de parti “autoritaire” et substitutionniste, dont il croyait voir l’aboutissement dans la conception du parti-État unique, le GIC rejetait toute organisation internationale centralisée. Assimilant ‘bolchevisme’ et stalinisme, entre lesquels il voyait une continuité, le GIC était amené à rejeter l’expérience russe de 1917. Glissant de “l’antiléonisme” à “l’antibolchevisme”,

contrairement au KAPD (7), le GIC reprenait à son compte les thèses de Otto Rühle. Seule la référence constante au mouvement des conseils allemand empêchait le GIC de glisser vers une conception de type anarchiste. Dans ses principes fondamentaux, le GIC restait néanmoins marxiste et refusa toujours de suivre politiquement l'anarchisme, dont il condamnait la théorie et la pratique. Mais d'autres groupes, qui se situaient dans la mouvance du GIC, évoluèrent plus logiquement vers l'anarchisme (8).

Il est certain que la situation objective des groupes communistes des conseils allemands condamnés au cloisonnement et réduits à de petits groupes de réflexion, sous la pression de la clandestinité, a déterminé en profondeur l'évolution "conseilliste" du GIC. Dans sa théorie du "nouveau mouvement" comme dans sa pratique le GIC a théorisé une situation qui pouvait être circonstancielle. D'autre part, les thèses "antibolcheviks" des Hollandais étaient directement issues d'une fraction du communisme des conseils allemand, celui des *Rote Kämpfer*, qui rendait le 'bolchevisme' responsable à la racine du triomphe de la contre-révolution stalinienne et hitlérienne. Il n'est pas indifférent de souligner que les "Thèses sur le bolchevisme", adoptées 1934 par le GIC (cf. infra), aient été écrites par un courant plus proche du socialisme de gauche que du KAPD.

En retour, les thèses du GIC ont eu pour effet de créer une certaine confusion dans le milieu allemand. La volonté de refuser tout regroupement international et toute plate-forme internationale du communisme des conseils internationaliste ont condamné les groupes allemand et danois à l'isolement international, cause de leur finale atomisation et désagrégation. Par contrecoup, le GIC s'est de plus en plus restreint au cadre des Pays-Bas.

Néanmoins, au cours des années 1930, le GIC sut se maintenir comme un véritable courant marxiste révolutionnaire. Ses contributions politiques et théoriques sur des questions décisives, tels l'antifascisme, le capitalisme d'État, la guerre, font partie du 'patrimoine' commun de la Gauche communiste internationale de l'époque.

La théorie "conseilliste" développée dans les différents groupes issus ou se réclamant de la Gauche

communiste allemande apparaît comme la théorisation de la défaite la plus profonde qu'ait subie le prolétariat international avec la victoire du stalinisme et du nazisme. Contenue en germe dans les écrits de Rühle des années 20 (9), elle avait été freinée par l'existence même du KAPD, qui défendait la nécessité d'un parti. Jamais le KAPD n'avait rejeté l'expérience russe, en dépit des critiques qu'il portait sur la politique des bolcheviks et le léninisme. La disparition définitive du KAPD après 1933, l'isolement dans la clandestinité des restes de la Gauche communiste allemande vont laisser le champ libre dans les années 30 au courant "conseilliste".

Le 'conseillisme' n'est pas la simple revendication des conseils ouvriers comme organes de la dictature du prolétariat, après la destruction de l'ancien État bourgeois. Il exprime une vision "ouvriériste" qui voit dans l'existence de partis politiques révolutionnaires au sein des conseils ouvriers un facteur négatif. Cette conception définit comme facteur négatif l'existence de tout parti révolutionnaire; elle considère que les conseils ouvriers sont le seul et unique catalyseur de la conscience révolutionnaire au sein des masses ouvrières. Dans la lignée de la conception de Rühle, tout parti ne peut être que d'essence bourgeoise (10), et viser à la prise du pouvoir par un groupe d'intellectuels au lieu et place du prolétariat.

En deuxième lieu, le 'conseillisme' est surtout la réaction de groupes révolutionnaires à la désastreuse expérience russe. Celle-ci est rejetée comme "révolution bourgeoise", dont la force sociale serait la paysannerie, et dont l'aboutissement est le capitalisme d'État. Ce rejet de la révolution russe découle d'une assimilation du bolchevisme de 1917 aux tchékas sous Lénine puis au stalinisme de 1927. En ne voyant dans la révolution russe que sa dégénérescence ultérieure, le 'conseillisme' assimile toute révolution ouvrière, où sont opérants un ou des partis révolutionnaires, à une "révolution bourgeoise", se substituant au pouvoir des conseils ouvriers.

En troisième lieu, la théorie "conseilliste", sous le choc terrible de la défaite sans combat du prolétariat allemand en 1933, considère que les structures d'organisation de l'ancien mouvement - appelé "vieux mouvement ouvrier" - dans leur fonction et leur fonctionnement sont définitivement mortes. Toute l'expérience passée du mouvement ouvrier au XIX<sup>e</sup> siècle est rejetée comme néfaste. La menace du

fascisme et le danger de la guerre imminente, en entraînant la plupart des groupes révolutionnaires dans la clandestinité ou une semi-clandestinité, conduisit les groupes 'conseillistes' à théoriser l'existence de groupes clandestins cloisonnés sous forme de groupes de discussion ou groupes de travail, qui formeraient le "nouveau mouvement ouvrier".

Enfin, le 'conseillisme' apparaît comme une théorie 'économiste'. Considérant que la lutte de classe est essentiellement économique, il considère que le processus révolutionnaire est une question de forme d'organisation économique du prolétariat : comités de grève, de chômeurs et conseils ouvriers. La domination du prolétariat sur les forces productives, dans la révolution, est la question primordiale. La "dictature du prolétariat", pour le 'conseillisme' est "dictature économique" avant d'être politique.

L'élaboration de la théorie 'conseilliste' dans les années 1930, sous une forme achevée, est loin cependant de s'être imposée, sans réticence et sans hésitation, au sein du communisme des conseils international. L'adoption de la vision 'conseilliste' rencontra bien des résistances, aussi bien dans le mouvement allemand que dans le GIC lui-même. Dans ce sens, le GIC ne fut jamais un 'pur' groupe conseiliste.

## **2. LES THESES SUR LE BOLCHEVISME (1934)**

C'est en 1934 qu'un membre des " Rote Kämpfer ", Helmut Wagner, rédigea les "Thèses sur le bolchevisme" qui devinrent la théorie du mouvement communiste des conseils international. Réélaborées collectivement par le GIC elles furent adoptées, traduites en anglais et allemand, par l'ensemble du mouvement 'conseilliste'. (11) Elles ne suscitèrent guère de discussions ou critiques. Elles constituent encore aujourd'hui la base théorique de la majorité des groupes 'conseillistes' existant à travers le monde, surtout après 1968 (12). Ces thèses sont le premier rejet explicite de l'expérience prolétarienne de la Révolution russe.

### **a) Nature bourgeoise du bolchevisme**

A la différence de l'ensemble des groupes de gauche qui sortirent du Komintern, pour faire un bilan critique de l'action des bolcheviks, les communistes des conseils se refusent à tout véritable bilan jusqu'en 1921 (Kronstadt). Selon eux, il y aurait non discontinuité - celle de la contre-révolution stalinienne liquidant le parti bolchevik de 1917 - mais continuité entre le Lénine de 1917 et le Staline de 1934. La contre-révolution commencerait finalement avec la venue au pouvoir du parti bolchevik en Octobre 1917, en se substituant au pouvoir des conseils ouvriers.

Selon le GIC et les autres groupes 'conseillistes', le Parti bolchevik n'aurait pas été le parti révolutionnaire russe le plus "radical" dans les conseils ouvriers mais un organisme étranger au prolétariat. Pour étayer sa thèse, le GIC considère ce parti comme l'expression d'autres couches sociales. Le bolchevisme serait "petit-bourgeois", en fait "le parti dirigeant de l'intelligentsia petite-bourgeoise révolutionnaire de Russie". Celle-ci, comme la petite-bourgeoise jacobine de la Révolution française, ne visait qu'à renverser le "féodalisme" pour instaurer sa dictature sur la société. Sa conception 'centraliste' de l'organisation découlerait directement du jacobinisme, par "la création d'une organisation rigide de révolutionnaires professionnels qui restera l'instrument obéissant d'une direction omnipotente".

Dans la vision du GIC, le parti bolchevik, finalement, ne se distinguerait guère du parti socialiste-révolutionnaire officiel, en s'appuyant sur la paysannerie russe, pour mener à bien la "révolution antiféodale". La différence essentielle serait que le bolchevisme, expression de la paysannerie et de l'intelligentsia russes, sut s'appuyer sur le prolétariat : " La tâche du bolchevisme historiquement a été de souder deux révoltes opposées, celle du prolétariat et celle de la paysannerie, en en prenant la direction et en les orientant vers un objectif commun : l'abolition de l'État féodal. "

Pour expliquer l'immense écho rencontré par le parti bolchevik au sein des soviets, qui se rallient à son mot d'ordre "tout le pouvoir aux soviets", le GIC et les groupes "conseillistes" sont obligés de parler de 'machiavélisme' bolchevik. On peut lire ainsi que l'histoire de la révolution russe se ramènerait à un

‘complot’ :

“L’établissement de l’État soviétique a été l’établissement de la domination du parti du machiavélisme bolchevik.” (thèse 57)

Ainsi, d’après le GIC, le parti bolchevik aurait été conscient de la nécessité de tromper le prolétariat russe sur la nature de la révolution, ‘bourgeoise’, et la nature du nouveau pouvoir : dictature du seul parti bolchevik sur la société. Pour arriver à ses fins, le bolchevisme aurait adopté une tactique ‘maximaliste’ pour mieux gagner la confiance des ouvriers révolutionnaires. Toute l’action du parti bolchevik se réduirait à une série de manœuvres tactiques pour mieux tromper le prolétariat. Ainsi, le slogan tout le pouvoir aux soviets “avait été lancé par Lénine au cours de la révolution de février dans un but tactique”. Même chose en Octobre, puisque - selon le GIC - “les soviets n’étaient qu’un instrument qui permettait à leur parti de s’emparer du pouvoir” (thèse 39). De la sorte, l’insurrection d’Octobre se résumerait en un coup de main de parti “ blanquiste ”, portant “le sceau de la conspiration jacobine” (thèse 45).

Le même ‘machiavélisme bolchevik’ se retrouverait dans leur politique contre la guerre, et après octobre 1917 :

“ 50. Pendant la Première Guerre mondiale, les bolcheviks ont représenté de manière continue la position internationaliste avec le slogan ‘transformer la guerre impérialiste en guerre civile’, et ils se sont comportés en apparence comme des marxistes conséquents. Mais cet internationalisme révolutionnaire faisait partie de leur tactique, de même que plus tard leur retournement vers la NEP.

“L’appel au prolétariat international n’était qu’un des aspects d’une vaste politique qui cherchait à se concilier le soutien international en faveur de la Révolution russe.”

Ainsi, dès le départ, selon le GIC, l’appel à l’internationalisme des bolcheviks, concrétisé par la fondation de l’Internationale communiste, était une ‘duperie’ correspondant à une politique de puissance (*Machtpolitik*). Le bolchevisme ‘dupait’ les ouvriers du monde entier en parlant de révolution mondiale. L’internationalisme



bolchevik appelant au renversement de la bourgeoisie dans tous les pays était, en fait, “l'internationalisme paysan d'une révolution bourgeoise qui s'est accomplie à l'ère de l'impérialisme mondial” (thèse 53). Le but aurait été de placer le parti bolchevik russe “à la tête d'un système bolchevik mondial où les intérêts communistes du prolétariat se combinaient aux intérêts capitalistes de la paysannerie” (thèse 55). Enfin, l'indépendance nationale accordée à des minorités de l'ex-Empire russe était une autre ‘duperie’; elle n'était pas une application du programme du “droit des peuples à disposer d'eux-mêmes”, allant à l'encontre des intérêts de l'État russe, mais une utilisation des “instincts nationaux des paysans et des minorités nationales opprimées de l'Empire russe pour abattre le tsarisme” (thèse 53). Finalement, le bolchevisme dupait non seulement ces ‘minorités nationales’ mais lui-même en sacrifiant les “ intérêts nationaux russes” qu'il était censé représenter dans le cadre de la “révolution bourgeoise russe”.

Ainsi, le bolchevisme, qui avait été salué en son temps de 1917 à 1920 par la Gauche hollandaise, Gorter et Pannekoek, comme un “soleil” éclatant pour le mouvement révolutionnaire, prenait une autre coloration dans le GIC de 1934. De courant prolétarien, il se transformait dans les *Thèses* en courant petit-bourgeois', ‘bourgeois’, ‘paysan’, ‘jacobin’.

L'antibolchevisme du GIC et des courants conseillistes les amenaient à rejeter la Révolution russe. Celle-ci n'était pas une révolution prolétarienne, menée par des millions d'ouvriers, prodrome de la révolution en Europe occidentale, mais une “révolution bourgeoise” tardive, prolongeant en plein XXe siècle les révolutions anti-féodales des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. La Russie, cinquième puissance industrielle du monde en 1914, était assimilée par le GIC à la France de 1789, où prédominait le système féodal :

“Le servage, sous diverses formes, survivait en pratique pour l'immense majorité de la paysannerie russe, et entravait le développement d'une agriculture de type capitaliste qui commençait à peine à s'ébaucher” (thèse 6). Mais, compte tenu de l'importance de l'industrie capitaliste, le GIC était obligé de considérer la Russie comme un système ‘mixte’, ni vraiment capitaliste ni vraiment ‘féodal’ : “L'agriculture de type féodal et l'industrie capitaliste s'imprégnaient ainsi mutuellement de leurs éléments essentiels et se combinaient en un système qui ne pouvait être gouverné d'après les principes d'économie féodale, ni se développer dans la

voie du capitalisme.” (thèse 6). Aussi la révolution en Russie n’avait pas à détruire le système capitaliste comme cela se devait dans les autres puissances industrielles, mais à le développer. Cette théorie de la ‘construction du capitalisme dans un seul pays’ n’était guère éloignée de celle de Staline, qui propageait la “construction du socialisme dans un seul pays” :

“ La tâche économique de la révolution russe était tout d’abord, de démasquer le féodalisme agraire et de mettre fin à l’exploitation des paysans par le système du servage, tout en industrialisant l’agriculture, en la haussant au niveau d’une production moderne de marchandises; et, en deuxième lieu, de rendre possible la création autonome d’une classe de véritables “travailleurs libres”, en débarrassant le développement industriel de tout vestige féodal; en d’autres termes, il s’agissait pour le bolchevisme d’accomplir les tâches de la révolution bourgeoise. ” (thèse 7)

En définitive, ce n’était pas le bolchevisme qui avait engendré la “ révolution bourgeoise russe ”, mais c’est cette dernière qui l’avait secrété. Le parti bolchevik, selon le GIC, constituait un *Zeitgeist* (Esprit du temps) empruntant les voies tortueuses d’un seul but : l’évolution inévitable vers la révolution bourgeoise, dans un pays sous-développé:

“ 66. Le bolchevisme, dans ses principes, dans sa tactique et dans son organisation, est un mouvement et une méthode de la révolution bourgeoise dans un pays à prépondérance paysanne. ”

## **b) La signification des Thèses sur le bolchevisme**

Les Thèses ci-dessus étaient placées sous le signe d’une fatalité historique. La Révolution russe ne pouvait être le premier signe d’une révolution mondiale. Toutes les autres révolutions, en Allemagne, Hongrie, Autriche, Italie, etc., se seraient placées, dans la logique des Thèses, à la remorque de la “révolution bourgeoise russe”. Finalement, abandonnant les positions de la Gauche hollandaise et allemande dans les années 1920, les groupes “ conseillistes ” affirmaient qu’une révolution prolétarienne ne pouvait être à l’ordre

du jour. En rejetant les thèses initiales sur la décadence du capitalisme, créant les conditions nécessaires pour le développement d'une révolution prolétarienne mondiale, ces groupes adoptaient, plus ou moins consciemment, les positions du menchevisme russe en 1917.

En deuxième lieu, en voulant à tout prix voir la genèse du stalinisme dans le bolchevisme de 1917, les groupes communistes des conseils auraient dû nier la nature révolutionnaire des courants de gauche de la social-démocratie, avant comme après 1914. On ne peut manquer de souligner que les groupes de gauche - Fraction de Bordiga, spartakisme, SDKPiL de Rosa Luxemburg en Pologne, SDP de Gorter et Pannekoek, etc. - à l'instar des bolcheviks - avaient des positions politiques communes : contre la guerre pour la révolution, pour une III<sup>e</sup> Internationale. Tous, sans exception, soutenaient de 1917 à 1921, avec des critiques, la Révolution russe comme premier pas de la révolution prolétarienne mondiale. Pannekoek et Gorter avaient d'ailleurs combattu Wijnkoop pour son soutien 'tiède' à la Révolution d'Octobre.

En troisième lieu, la thèse du 'machivélisme bolchevik', qui ramène l'histoire à une série de complots et de manœuvres 'tactiques' de partis - par une curieuse similitude avec la vision policière de l'histoire du stalinisme -, aboutit nécessairement à une complète distorsion des faits historiques. Elle ne permet guère d'expliquer pourquoi la Révolution russe 'bourgeoise' a pu susciter un tel enthousiasme et recueillir tant d'écho révolutionnaire dans les masses ouvrières de pays industrialisés qui avaient déjà accompli leur "révolution bourgeoise". Elle ne permet guère de comprendre comment et pourquoi les Gauches communistes des pays européens ont manifesté leur appui à la Révolution russe. A moins d'admettre que l'ensemble du mouvement révolutionnaire de l'époque, qui défendait les mêmes positions que les bolcheviks, ne se soit complètement laissé abuser, sans réaction.

Enfin, les 'Thèses sur le bolchevisme' ne permettent guère plus d'expliquer la politique menée par le Parti bolchevik, dans sa continuité et ses modifications, pas plus que l'orientation prise par la Révolution russe. Si ce parti était porteur d'une 'révolution bourgeoise russe', on conçoit mal ses prises de position dans la Deuxième Internationale contre le réformisme, le révisionnisme, contre la guerre. S'il s'agissait d'un simple parti 'antiféodal', on ne comprendrait guère plus son opposition aux courants populiste, libéral, socialiste-

révolutionnaire de droite, menchevik et intellectuel, peu ou prou partisans d'un soutien à la bourgeoisie libérale russe; pas plus d'ailleurs son opposition au gouvernement de Kérenski qui, sous prétexte de guerre nationale révolutionnaire, voulait poursuivre la guerre; pas plus, enfin son action pour la destruction de l'État bourgeois instauré en février 17, par la prise du pouvoir de conseils ouvriers, hostiles à tout compromis avec la bourgeoisie russe. Si le bolchevisme exprimait la nécessité d'une révolution bourgeoise nationale, il n'aurait certes pas proclamé la nécessité d'une révolution mondiale, par définition antinationale; il n'aurait certes pas prôné le 'défaitisme révolutionnaire', négation des intérêts nationaux russes. Si l'internationalisme 'tactique' était la meilleure carte de la bourgeoisie russe, pour arriver au pouvoir, on ne voit guère pourquoi elle ne l'aurait pas utilisé. Enfin, il serait difficilement explicable qu'un courant 'jacobin' ait favorisé, par la proclamation d'une Internationale communiste, des insurrections ouvrières en Europe, dont le succès aurait permis la naissance de républiques des conseils ouvriers, forcément adversaires acharnés des intérêts nationaux d'une révolution bourgeoise. A moins d'admettre que, pour la première fois dans l'histoire, il puisse surgir une Internationale "capitaliste d'État", au-dessus d'intérêts nationaux particuliers, s'attaquant, de façon paradoxale, à la bourgeoisie elle-même pour mettre en place le pouvoir d'une 'intelligentsia'. Mais comment expliquer que cette 'intelligentsia' était insignifiante dans les partis communistes, des partis composés massivement d'ouvriers ? Comment expliquer l'hostilité de l'intelligentsia, sauf une infime minorité, au bolchevisme et au communisme en 1920 ? A toutes ces questions de simple logique historique le GIC ne répondait guère. (13)

Quant à la politique menée par le parti bolchevik après octobre 1917, - la terre aux paysans, l'autodétermination des différentes nationalités, la gestion de l'État, la soumission progressive des conseils à l'État -, il est à noter que si elle amena des critiques des Gauches communistes hollandaise, allemande ce n'était guère pour y voir la traduction en acte de la 'révolution bourgeoise'. Ces gauches critiquaient plutôt les erreurs successives de la politique bolchevik, après octobre 1917, en les rattachant soit à "l'immatunité du prolétariat international" soit à l'isolement dramatique de la Révolution russe. Bien plus, elles approuvaient bien des mesures ou mots d'ordre qui leur apparurent par la suite fatals au cours de la révolution. Si elles étaient hostiles au mot d'ordre 'la terre aux paysans', elles ne critiquaient guère le fait qu'un parti ouvrier

puisse se retrouver à la tête de l'État en se substituant progressivement au pouvoir des conseils ouvriers (14). La Gauche hollandaise avait la même politique que les bolcheviks, dans la 'question nationale', en prônant non la révolution ouvrière aux Indes néerlandaises mais l'"indépendance nationale". Quant aux mesures économiques prises sous la forme du 'communisme de guerre', elles suscitaient plutôt l'enthousiasme de ces mêmes gauches.

Les 'thèses sur le bolchevisme' apparaissent en fait être l'expression d'une profonde déception, voire d'une démoralisation, de ces groupes face à l'évolution d'une révolution qui se transformait en son contraire. Ne voulant pas reconnaître qu'une révolution puisse se transformer en contre-révolution dans un pays isolé, après l'échec d'une vague révolutionnaire internationale, le GIC niait l'existence même de la révolution prolétarienne en Russie en 1917. Finalement, il n'avait surgi ni révolution ouvrière ni contre-révolution russes. De façon linéaire, s'était manifestée une révolution bourgeoise, dont Staline était l'ultime avatar, sous sa forme thermidorienne, à l'exemple de la Révolution française. (15) Ce 'Thermidor', qui remplaçait les tentatives de "gestion ouvrière des usines" et l'expérience du communisme de guerre (16) par le capitalisme d'État, avait de toute façon, selon le GIC, débuté avant Staline, sous Lénine et Trotsky. Le GIC se refusait de considérer, par exemple, l'écrasement de l'insurrection de Kronstadt comme un crime, qui plongeait les chefs d'Octobre et leur parti dans un cours irréversiblement contre-révolutionnaire, par l'usage systématique de la violence contre le prolétariat. La Terreur stalinienne, extermination conscient de millions d'hommes, était mise sur le même plan que Kronstadt en 1920. Pour le GIC, il s'agissait du même Parti bolchevik qu'en 1918. Loin de voir en Trotsky, Rakovski, Kamenev des victimes d'une évolution, dont ils avaient été les agents aveugles, ces derniers étaient mis dans le camp des bourreaux, en 1920 comme en 1934-37 :

"C'est sur l'ordre de Lénine et de Trotsky qu'on massacra les ouvriers de Kronstadt, parce que leurs exigences allaient à l'encontre des intérêts de l'État bolchevik de 1920. Pour nous, que les exécutions soient ordonnées par Staline ou par Trotsky, peu importe..." (*Räte-Korrespondenz* n° 20, déc. 1936; *P.I.C.* n° 18, nov. 1936, "Het tegenwoordige Rusland"; *I.C.C.* n° 2, février 1937.)

Il est remarquable, cependant, que le GIC considérait les 16 vieux bolcheviks fusillés et Trotsky comme "les

héros d'Octobre" et des "groupes communistes dans l'acception russe du terme", au même titre que les insurgés de Kronstadt (idem). Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, le GIC restait traversé de contradictions ; il hésitait à accepter toutes les implications politiques des " Thèses sur le bolchevisme ".

### **c) Les contradictions du GIC**

Néanmoins, la Révolution russe restait pour le GIC une référence révolutionnaire. Deux ans après la publication des Thèses, Pannekoek soulignait la portée mondiale de la Révolution russe et son rayonnement :

"Telle un brillant météore, la révolution russe illumina la Terre. Mais les travailleurs avaient besoin d'une toute autre révolution. Après les avoir remplis d'espoir et d'énergie, l'éblouissante lumière de la révolution russe aveugla les travailleurs, si bien qu'ils ne virent plus la route à suivre." (*International Council Correspondence*, vol. II, n° 7, juin 1936, J(ohn) H(arper), "On the communist party", p. 11-12)

De façon contradictoire, le GIC republiait, dans les années 30, en hollandais les "Grundprinzipien" où il était affirmé que "la Russie a essayé en ce qui concerne l'industrie d'édifier la vie économique selon des principes communistes..." (17), en 1920. En fait, le GIC n'avait pas complètement abandonné l'ancienne conception des Gauches hollandaise et allemande d'une 'révolution double', en partie bourgeoise en partie prolétarienne. On pouvait lire en 1936 dans le P.I.C. (n° 18, nov. 1936, op. cit.) cette phrase : "La révolution de 1917 est restée une révolution bourgeoise. Ses éléments prolétariens ont été battus." Il était affirmé, d'autre part, que la révolution russe était devenue pleinement capitaliste après 1931 : " ...elle est devenue (capitaliste) avec l'abolition des derniers conseils ouvriers librement élus. A partir de 1931, l'économie russe était débarrassée de tous les éléments étrangers à sa structure capitaliste." (idem). Et le GIC concluait par la nécessité d'un nouvel Octobre 17 en Russie :

"Le jour viendra où en Russie, une fois de plus, comme aux jours héroïques d'Octobre, mais plus puissant,

se fera entendre le cri de guerre : ‘tout le pouvoir aux soviets’.” (idem)

Dans la pratique, avec les événements d’Espagne, en particulier, le GIC était loin de rejeter la révolution russe et le parti bolchevik comme ‘bourgeois’. Ceux-ci restaient une référence révolutionnaire (18).

### **3. *VERS UN NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER ? LES THESEES DU GIC (1935)***

Au même titre que les “Thèses sur le bolchevisme”, les “Thèses sur un nouveau mouvement ouvrier” sont l’aboutissement de toute l’évolution du GIC, depuis 1927, vers une vision “conseilliste”. Rédigées en 1935 par Henk Canne-Meijer, et traduites en plusieurs langues (19), elles suscitèrent de vifs débats au sein du mouvement communiste des conseils international. Elles apparurent comme une théorisation de la défaite du prolétariat international, après la venue au pouvoir de Hitler. En proclamant la faillite de toutes les organisations passées, y compris les organisations révolutionnaires, en rejetant la formation de partis politiques centralisés et la possibilité d’une nouvelle Internationale - ou plutôt d’un regroupement international des organisations communistes de conseils les thèses du GIC ne contribuèrent pas peu à la désagrégation de l’ensemble du mouvement ‘conseilliste’ après 1935. La conférence dite de Bruxelles en 1935 est une étape décisive dans ce processus de désagrégation.

#### **a) Une théorie de la défaite**

Le texte de Canne-Meijer était en premier lieu une constatation de l’écrasement du mouvement ouvrier: Allemagne en 1933, Asturies et mouvement des chômeurs d’Amsterdam en 1934. Le capitalisme s’était considérablement renforcé politiquement. : “développement vers le fascisme et le national-socialisme” et “fin du développement démocratique de la société”, comme au XIX<sup>e</sup> siècle. La conséquence en était que la dictature ouverte de la bourgeoisie “laissait chez les ouvriers un sentiment d’impuissance”. Mais cette

impuissance ne découlait pas seulement du “déploiement de force renforcé de la bourgeoisie”; elle était plutôt le produit de l’effacement de la conscience de classe des ouvriers. Ceux-ci étaient encore englués dans le corporatisme, d’où les défaites inévitables : “La cause de ces défaites se trouve dans le fait qu’un groupe professionnel est beaucoup trop faible pour mettre à terre le capital... On se sent plus étroitement lié au groupe professionnel qu’à la classe en général.” Cette impuissance était aussi le fruit de l’attachement conservateur des ouvriers au vieux mouvement ouvrier, sous la forme de syndicats et de partis parlementaires, dont la forme - valable au XIX<sup>e</sup> siècle pour le développement de la conscience de classe dans la lutte pour les droits démocratiques et les améliorations sociales - ne l’était plus au XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, “le vieux mouvement ouvrier, pour reprendre l’expression de Gorter, ressemblait à “une épée en papier brandie contre une cuirasse de fer”.

Ce ‘diagnostic’ n’était pas propre à Canne-Meijer et au GIC. La plupart des groupes révolutionnaires depuis les années 20 l’avaient fait leur (20). Ce qui était nouveau dans les thèses du GIC, c’était l’affirmation que le rétrécissement de la conscience des ouvriers - conscience immédiate dans le prolétariat - se concrétisait par une régression de la conscience de classe. Celle-ci, en tant que conscience théorique et politique des buts révolutionnaires, n’existait plus, en l’absence de luttes de classe. De façon frappante, cette vision était bien proche de celle adoptée par une partie de la Gauche communiste italienne au même moment (21) :

“ ...en réalité, la classe ouvrière ne dit rien, elle ne fait rien et n’adopte aucun point de vue. Elle n’existe pas comme classe active. Elle existe comme toute chose morte passivement. En tant qu’être vivant, elle existe seulement dès qu’elle entre en mouvement et devient consciente d’elle-même. ”

Il s’ensuivait que le prolétariat, comme au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à sa naissance, n’était plus qu’une simple catégorie économique, inconsciente encore de son devenir. Le recul de la défaite était une régression d’une classe pour soi à une classe en soi”. Certes, Canne-Meijer ajoutait que le prolétariat à l’avenir ne partirait pas de zéro, comme au tout début du mouvement ouvrier; il notait fortement que “chaque mouvement de masse se développe de nouveau à partir de l’expérience des mouvements précédents”. De plus, toute défaite ouvrière est partielle et traduit en réalité une conscience immature : “Une telle défaite, à côté d’une



impuissance passagère, manifeste aussi la force croissante; c'est la défaite du jeune géant dont la force n'a pas encore suffisamment mûri." Cependant, une telle analyse était contradictoire. Il était difficile d'admettre qu'une 'chose morte' puisse en même temps devenir de plus en plus consciente d'elle-même sans admettre une maturation de la conscience de classe, préparant activement les mouvements de masse futurs.

Cette conception de la défaite du prolétariat, où celui-ci était réduit à la passivité absolue, était loin d'être probante historiquement. Les événements sociaux des insurrections ouvrières de Vienne et des Asturies jusqu'aux grèves de mai-juin 1936 pouvaient-ils être interprétés comme le signe d'une totale passivité? Ne constatait-on pas, d'autre part, une adhésion de plus en plus active des ouvriers à l'idéologie des fronts antifascistes, aux Fronts populaires, puis à l'idée d'une guerre. Dans l'Allemagne nazie, le prolétariat n'était-il pas conduit à adhérer activement à la guerre. Dans tous les cas, le prolétariat n'était pas "passif"; il adhérait "activement" à des idéologies anti-révolutionnaires. Ce fait était souligné par Helmut Wagner, qui rejetait l'ambiguïté de la thèse de la "passivité" :

"Comme toujours, y compris aujourd'hui, les ouvriers sont absolument actifs dans le mouvement social. Cette activité constitue absolument un fragment de la réalité capitaliste, même si elle se déroule dans un sens conservateur. Une classe passive du point de vue révolutionnaire n'est pas une 'chose morte' (*totes Ding*). (10) Son activité n'est que relativement passive; et elle tend dans une direction qui ne conduit pas consciemment à la lutte communiste." (*Räte-Korrespondenz* n° 10/11, juillet-août 1935, "Diskussionsbeitrag"; *P.I.C.*, n° 1, janvier 1936; *I.C.C.* n° 12, octobre 1935.)

D'autre part, notait Mattick, il était faux d'opposer une classe en soi (*an Sich*) à une classe pour soi (*für Sich*); le prolétariat, dès sa naissance, était déjà une classe consciente, pour soi. Il ne pouvait y avoir de disparition de la conscience de classe :

"La classe est à toute époque "en soi" et "pour soi" simultanément; elle s'exprime seulement de façon différente dans différentes situations et à des degrés différents de son développement." (*International Council Correspondence* n° 2, janvier 1936; *P.I.C.* n° 2, février 1936; *Räte-Korrespondenz* n° 15, mars 1936,

“Probleme der neuen Arbeiterbewegung”.)

Les contradictions du GIC, exprimées par Canne-Meijer, sur la conscience de classe n'étaient pas sans expliquer sa conception de l'organisation : l'une générale pour le prolétariat, et l'autre propres aux groupes révolutionnaires.

### **b) Le “nouveau mouvement ouvrier” et les groupes de travail**

La thèse essentielle de Canne-Meijer était qu'une conscience de classe élaborée, théorique et politique, ne pouvait plus se développer et se “ cristalliser ” dans des organisations et partis politiques structurés, ayant pour vocation de “diriger” l'action du prolétariat en lui faisant ainsi perdre son autonomie et sa spontanéité. La faillite des partis social-démocrates et communistes en 1933 était considérée comme la faillite, simultanément, de tout parti révolutionnaire. Même nouveaux, même à gauche des partis communistes, ils représentaient la vieille conception caduque de l'“ ancien mouvement ouvrier”, où le parti s'imposerait toujours comme un ‘état-major’ de la classe ouvrière :

“ Toutes les organisations qui revendiquent pour elles la direction des luttes, qui veulent devenir ‘l'état-major’ de la classe ouvrière sont de l'autre côté, même si leur date de naissance est encore fraîche. ” (R.K. n° 8/9, avril-mai 1935, “Das Werden einer neuen Arbeiterbewegung”, *op. cit.*)

Ainsi, pour le GIC, ce n'étaient pas seulement les anciens partis, mais les nouveaux qui se trouvaient de l'autre côté de la barricade, dans le camp de la bourgeoisie. Le ‘substitutionnisme’ de ces organisations nouvelles serait une frontière de classe délimitant l'ancien du nouveau mouvement ouvrier : “ ...nous considérons par contre toutes les organisations qui ne veulent pas usurper le pouvoir, mais qui, au contraire, élèvent l'auto-mouvement des masses par les conseils ouvriers au rang de principe comme partie intégrante du nouveau mouvement ouvrier.” (R.K. n° 8/9, idem). En toute logique, cette conception plaçait les organisations trotskystes et ‘bordiguistes’ de “l'autre côté”, sans considérer leurs positions programmatiques

et politiques (21 bis). En définitive, l'antisubstitutionnisme était le véritable fondement politique du 'nouveau mouvement ouvrier'. Celui-ci était le seul qui puisse, selon le GIC, se construire sur la base de l'idée des conseils', en évitant de répéter l'échec de la Révolution russe.

Mais, plus encore, le 'nouveau mouvement ouvrier' était le fruit de la nouvelle période de défaite, dominée par le totalitarisme fasciste, Réduit à l'action clandestine, ce mouvement 'conseilliste' était condamné à exister sous forme de groupes dispersés, clandestins :

“ Ce nouveau mouvement ouvrier est déjà présent, mais encore à ses débuts, à tel point qu'il peut à peine encore être parlé d'une structure organisationnelle développée. Pour le moment, il apparaît sous la forme de petits groupes de propagande illégaux, qui surgissent ici et là, sont d'avis différents dans toutes sortes de questions politiques et théoriques...” (“Das Werden einer neuen Arbeiterbewegung”, op. cit.)

En fait, le GIC théorisait la réalité du mouvement des conseils allemand, ou les groupes issus du KAPD et de la KAU s'étaient transformés en groupes de discussion cloisonnés pour échapper à la répression de la Gestapo. Cette réalité serait celle de tous les pays avec la 'fascisation' des vieux pays 'démocratiques', processus renforcé par la faillite même de tous les anciens groupes et partis du 'vieux mouvement ouvrier' :

“Ce qui, par exemple en Allemagne, est resté au milieu des ruines de l'ancien mouvement ouvrier, ce sont de petits groupes de discussion illégaux par lesquels les ouvriers cherchent à s'orienter dans les nouveaux rapports créés, où un mouvement ouvrier autonome dans les rapports actuels ne peut être possible que précisément dans de tels groupes de discussion. Et ce qui aujourd'hui est devenu réalité en Allemagne se manifesterait aussi dans un avenir proche dans les autres pays capitalistes. Alors même là le temps est venu où - avec l'effondrement manifeste du vieux mouvement ouvrier - devient une nécessité la nouvelle forme des groupes de discussion et de propagande, ou, comme nous voulons les désigner, les groupes de travail.”  
(idem)

Il restait à savoir si ces groupes de discussion étaient circonstanciels, reflets d'une période de renaissance clandestine du mouvement révolutionnaire, ou la forme enfin trouvée du nouveau mouvement.

### **c) Les 'groupes de travail' et le parti révolutionnaire**

La théorie des 'groupes de travail' du GIC comportait bien des ambiguïtés et confusions, qui furent soulignées par le mouvement conseilliste allemand. En affirmant dans ses textes que "le mouvement ouvrier était désormais le mouvement des ouvriers en lutte" (22), le GIC excluait qu'il puisse y avoir des groupes révolutionnaires, non séparés, mais distincts de l'ensemble du prolétariat. Seuls pouvaient surgir, confondus avec le prolétariat, des "groupes ouvriers", composés uniquement d'ouvriers.

En fait, la définition de ces groupes restait quelque peu flottante. Il s'agissait tantôt de "groupes de discussion, tantôt de "groupes d'études", tantôt de "groupes de propagande", tantôt aussi de "groupes d'opinion". A la limite, il ne s'agissait plus de "groupes" mais de "clubs d'études" (23) . C'était un retour au mouvement" du 19e siècle avec la "régression" de la classe pour soi" à la classe "en soi" - aux cercles ouvriers, avant que ne se forment de grandes organisations politiques centralisées, avec un programme politique cohérent. De tels cercles étaient alors des 'clubs' où se retrouvaient informellement les ouvriers.

Ce retour à la forme des 'cercles' ou 'clubs', forme primitive et provisoire du mouvement ouvrier naissant, était considéré par le GIC comme définitif. Par réaction au 'bolchevisme', mais aussi par méfiance viscérale envers le courant trotskyste, qui visait à 'construire' le "parti révolutionnaire" en période défavorable de contre-révolution, le GIC rejetait toute éventualité de regroupement de cercles ou groupes en une unité centralisée, programmatiquement élaborée, jouant le rôle d'avant-garde politique. Le GIC, comme Rühle (24), voyait dans "l'expression de 'parti révolutionnaire'" rien de plus qu'une contradiction dans les termes": "dans l'expression de 'parti révolutionnaire, le terme révolutionnaire désigne forcément une révolution bourgeoise". (Pannekoek, "Partei und Arbeiterklasse", *Räte-Korrespondenz* n° 15, mars 1936). Ce qui était condamné définitivement, ce n'était pas un type de parti : le parti s'érigeant en état-major et visant exerçant une 'dictature de parti' - mais toute type de parti, même non 'substitutionniste'. Ce n'était pas non plus parce que les communistes de conseils étaient trop peu nombreux et isolés des masses, mais parce que cette

forme parti imposait un programme, des mots d'ordre, une direction de lutte, que le GIC rejetait une transformation en parti. Un parti ne pouvait être un facteur actif de conscience dans la lutte de classe, mais un facteur de paralysie de l'action ouvrière. Cette peur de 'violier' en quelque sorte la conscience prolétarienne était exprimée avec une particulière netteté par Pannekoek :

“L'ancien mouvement ouvrier s'incarne dans des partis et la croyance au parti constitue aujourd'hui le frein le plus puissant à la capacité d'action de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous ne cherchons pas à en créer un nouveau , et cela non par ce que nous sommes trop peu nombreux - un parti quel qu'il soit est petit à l'origine - mais parce que de nos jours un parti ne peut être qu'une organisation visant à diriger et à dominer le prolétariat... Les ouvriers n'ont pas à adopter religieusement les mots d'ordre d'un groupe quelconque, pas même les nôtres, mais à penser par eux-mêmes, à décider et agir eux mêmes.” (“Partei und Arbeiterklasse”, *R.K.* n° 15, mars 1936, *op. cit.*; *P.I.C.*, n° 1, janvier 1936.)

Il s'ensuivait que le GIC rejetait la conception classique dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire d'une organisation militante active dans le prolétariat. C'était un renversement de la praxis des organisations révolutionnaires.

#### **d) Fonction et fonctionnement des “groupes de travail”**

De temps à autre, le mot “parti” ne faisait pas peur au GIC et à Pannekoek. Celui-ci, dans le même texte cité, affirmait :

“ Bien entendu, si des personnes arrivées aux mêmes conceptions se rassemblent pour débattre des perspectives d'action; arriver à une clarification par la discussion, faire de la propagande en faveur de leurs idées, on peut, si l'on veut, donner à ces groupes le nom de partis.” (*P.I.C.* n° 1, janvier 1936; *R.K.* n° 15, mars 1936.)

Pannekoek donnait ici au mot parti le sens de partisans d'une certaine conception (25), pour mieux rejeter la structure centralisée et la fonction militante de ces partis. Alors que, dans le mouvement révolutionnaire, marxiste, depuis Marx (26), le parti était conçu comme une totalité dans ses fonctions - clarification, intervention militante dans le prolétariat, développement organisationnel -, les groupes communistes de conseils se présentaient comme une somme inorganique de fonctions juxtaposées. Les fonctions théorique et pratique étaient rigoureusement séparées. Les groupes d'études étaient consacrés à l'élaboration théorique du programme. Les groupes de propagande - comme *Proletenstimmen* agissant dans le milieu des chômeurs - étaient chargés spécifiquement de l'intervention dans la lutte de classe. Les "groupes de travail" avaient des tâches organisationnelles : édition de revues et contacts internationaux. Il en résultait un 'éclatement' de fonctions complémentaires en groupes séparés et distincts et finalement autonomes :

" .. Il est nécessaire que chaque groupe forme une unité indépendante, qui soit en état de penser par elle-même et de confectionner elle-même son matériel de propagande. Tout nouveau groupe de travail doit devenir le foyer d'une réflexion indépendante et impulser des groupes toujours nouveaux." (Canne-Meijer, "Das Werden einer neuen Arbeiterbewegung", *Räte-Korrespondenz* n° 8/9, avril-mai 1935.)

Finalement, un "groupe de travail" se décomposait en une addition de groupes spécialisés et autonomes, où les fonctions théorique et pratique étaient rigoureusement distinctes. Et toute addition de groupes impliquait nécessairement une division de plus en plus poussée. Par peur du centralisme et du regroupement, jugés 'autoritaires', le GIC théorisait l'atomisation des forces existantes :

"Il est préférable que des ouvriers révolutionnaires travaillent à la prise de conscience de la classe en milliers de petits groupes plutôt que leur activité soit soumise dans une grande organisation aux tentatives de la dominer et de la diriger." (Canne-Meijer, idem)

Le flou jeté sur la fonction de ces groupes entraînait un fonctionnement quelque peu anarchique, voire anarchiste (27). Sans organes exécutifs, sans statuts, sans cotisations, sans discipline d'organisation, sans travail collectif, l'activité militante était laissée au bon vouloir de chaque conscience (28). La conscience

individuelle semblait au-dessus de la conscience collective. En rejetant le “vieux mouvement ouvrier” où “l’organisation est un appareil qui ‘dirige’ et où le membre individuel se soumet à cette direction” (Canne-Meijer, idem), le GIC minimisait volontairement sa fonction militante, par peur de la surestimer. Il apparaissait inévitablement comme une somme de consciences individuelles formant un groupe d’opinion pour reprendre l’expression de Pannekoek - et non un groupe d’intervention active dans les luttes politiques et économiques des ouvriers.

Il en résultait un académisme militant. Ben Sijes, autodidacte, avouait que le GIC avait été son université. Les groupes de travail étaient comme autant de petites académies propageant une certaine opinion. Leur tâche était éducative : il s’agissait que chaque membre “pense et agisse par lui-même”; et sociologique : “l’analyse de phénomènes sociaux sans cesse changeants” (Canne-Meijer, *op. cit.*). Pouvait-on encore parler de tâche politique à propos de ces groupes?

#### **d) Les contradictions du “nouveau mouvement ouvrier”**

La théorie du “nouveau mouvement ouvrier” n’était pas une théorie achevée de rejet de l’organisation politique révolutionnaire. Le GIC affirmait que tous “ces groupes ont comme les partis un programme politique” (Canne-Meijer, idem). S’il surgissait des groupes de discussion, il était exclu que le GIC - comme le soulignait Pannekoek lui-même (29) - et les communistes de conseils se dissolvent en eux.

D’autre part, la constitution de nouveaux groupes n’était pas une fin en soi. Il s’agissait de tendre autant que possible vers un regroupement, en cas d’accord politique et surtout de travail commun, manifestant la maturation du processus de développement du mouvement :

“ Est-il prouvé dans la pratique que (le) travail commun s’accomplit avec succès, alors il s’ensuit dans la réalité la fusion en une grande organisation de gens de même opinion. Mais cette fusion en une unité organique ne peut être le fruit que d’un processus de développement. ” (Canne-Meijer, *op. cit.*)

De façon lucide, et quelque peu paradoxale eu égard à son analyse, le GIC notait que la forme des groupes de travail n'offrait aucune garantie. Ces groupes se caractérisaient par une grande immaturité, vu leur "insuffisant fondement théorique", caractéristique d'une "impatience révolutionnaire". Cette immaturité, qualifiée de 'maladie infantile', risquait de les mener finalement vers une forme voilée de substitutionnisme, par le "déclenchement artificiel d'actions" violentes, à moins que la "phrase révolutionnaire" ne se substitue à leur manque de clarté (30).

Ces affirmations prouvaient que le GIC n'avait pas complètement rejeté l'idée d'une organisation politique fondée non sur une opinion mais sur un programme. En tant que telle, elle constituait une avant-garde dont la tâche était le regroupement d'autres groupes moins mûrs politiquement. Dans la discussion ouverte par la publication du texte de Canne-Meijer, les éléments les plus conseillistes ne s'y trompèrent pas; le GIC conserverait encore une certaine théorie de l'avant-garde politique :

"L'idéologie des groupes de travail est pleinement opposée à l'auto-activité des masses; elle véhicule toute une idéologie d'avant-garde, de parti, de chefs." (*P.I.C.* n° 1, janvier 1936) (31).

#### **f) La Conférence de Copenhague (juin 1935) - dite de Bruxelles - et ses conséquences**

Les Thèses du GIC sur l'organisation révolutionnaire rencontrèrent de fortes oppositions de la part des communistes de conseils américains et allemands. Unanimement fut rejetée la thèse de Canne-Meijer, selon laquelle la conscience de classe du prolétariat s'était éclip­sée, pour laisser la place à une "chose morte". Le groupe de Mattick souligna "l'arrière-goût péniblement idéaliste" de la conception du GIC (32). Mais surtout, les groupes américains et allemands rejetèrent les conséquences pratiques, organisationnelles, des thèses sur les groupes de travail". Celles-ci débouchaient sur la négation du travail international des communistes des conseils, sur l'abandon de toute centralisation de l'activité commune. Paul Mattick critiquait "la fausse conception des Hollandais" où était revendiquée "l'indépendance des groupes"; celle-ci n'était "pas seulement non marxiste mais aussi pratiquement impossible"; il s'agissait de



réaliser la centralisation du travail des différents groupes (33). De façon tout aussi nette, Helmut Wagner - membre des groupes ouvriers allemands à l'étranger - voyait dans la conception du GIC une régression vers le fédéralisme :

“ Une organisation fédéraliste ne peut pas se maintenir parce que,, dans la phase du capitalisme monopoliste où se trouve le prolétariat, elle ne correspond finalement à rien. Elle constituerait un pas en arrière par rapport au vieux mouvement, au lieu d'être un pas en avant. ” (*P.I.C.* n° 1, janvier 1936; *R.K.* n° 15, mars 1936.)

Les divergences de principe purent s'exprimer pleinement lors de la conférence internationale des communistes de conseils, dite conférence de Bruxelles, tenue, du 8 au 11 juin 1935. Celle-ci se tint en réalité à Copenhague. Bruxelles fut mentionné dans la presse communiste des conseils pour brouiller les pistes et déjouer ainsi la surveillance vigilante de la Gestapo. Les huit délégués, qui se réunirent dans la maison d'Andersen-Harild à Copenhague, venaient d'Allemagne et des Pays-Bas. La délégation “massive” des 7 délégués des “groupes ouvriers” allemands dominait la conférence; le GIC n'avait délégué qu'un représentant : Piet van Albada. Il en sortit une résolution, écrite par Alfred Weiland et acceptée par l'ensemble de la conférence, y compris le représentant du GIC. Cette résolution engageait l'ensemble du mouvement communiste des conseils international.

La résolution, dénommée “Résolution de la conférence de Bruxelles”, avait d'importantes conséquences politiques et organisationnelles. Elle faisait siennes les thèses allemandes sur le capitalisme d'État (cf. chapitre 7 ), critiquées par le GIC et le groupe de Mattick. Mais surtout elle rejetait nettement les prémisses de *Vers un nouveau mouvement ouvrier*. L'état de clandestinité dans les pays fascistes ne parlait pas en faveur du fédéralisme défendu, par le GIC, mais au contraire du centralisme le plus rigoureux. Il ne s'agissait pas de créer des “groupes de travail” en Allemagne, mais un système de groupes de trois personnes, clandestin, conspiratif et fortement centralisé. La survie de l'organisation, tant en Allemagne nazie que dans les pays dits ‘démocratiques’, exigeait une centralisation de tout le travail international. Dans la période historique du développement totalitaire vers le capitalisme d'État, il s'agissait de regrouper de

façon strictement centralisée le travail des communistes de conseils internationalistes, en vue d'édifier une seule et même organisation. La conférence proposait en effet de :

- “ 1. Organiser une collaboration internationale plus rigoureuse par des discussions plus fréquentes;
- “ 2. Mettre en place la confection d'un porte-parole international pour propager nos conceptions;
- “ 3. Préparer la création d'un Comité international commun pour concentrer plus fermement notre travail;
- “ 4. Assurer le travail international commun par des mesures organisationnelles et financières;
- “ 5. Prendre en charge réciproquement publication et secours internationaux;
- “ 6. Ouvrir une discussion générale pour la formulation d'un programme international des communistes de conseils. ”

(“Resolution der Brüsseler Konferenz”, *Räte-Korrespondenz* n° 16/17, mai 1936.)

En plus de ces six points, il était décidé que le GIC prendrait en charge la solidarité financière en faveur des émigrants allemands communistes des conseils.

Comme on pouvait s'y attendre, le GIC rejeta tout travail international centralisé, qui pratiquement passait par la formulation d'un programme international et la mise en place d'un Bureau international. Pour les Hollandais, il s'agissait d'une réédition de la IV<sup>e</sup> Internationale trotskyste : “ La V<sup>e</sup> ou la VI<sup>e</sup> Internationale est ici présente dans ses grands traits ” (*R.K.*, n° 16/17, mai 1936) - alors que la résolution envisageait pratiquement la centralisation internationale du travail. Il s'agissait, en fait, de la part du GIC de rejeter tout “travail international de parti” “ sur la base du programme accepté ” (*idem*). Le principe d'autonomie des groupes 'nationaux' était proclamé sans hésitation :

“ Nous nous contenterons ici de constater qu'une telle conception des tâches du nouveau mouvement ouvrier est en contradiction avec celle des groupes hollandais. Sèchement dit, cela signifie que les groupes

hollandais n'ont rien à faire avec un tel travail international commun... Nous sommes d'avis que les ouvriers révolutionnaires partout dans le monde doivent former des groupes autonomes, avec le but de se développer eux-mêmes, de s'orienter eux-mêmes, et devenir ainsi autonomes. Avec la reconnaissance d'un programme de parti ou de conseils, cette autonomisation est entravée." (Idem, " Antwort der GIKH ".)

L'appui donné par le groupe de Mattick aux USA à la Résolution de Copenhague (34) fut sans lendemain. Le poids du GIC et de ses conceptions 'conseillistes' était tel que le groupe américain, dès la fin de 1935, cessait de se proclamer "Parti ouvrier unifié" (United Workers' Party). Les groupes communistes de conseils s'enfermèrent dans leur aire nationale respective. Face à des événements internationaux (Guerre d'Éthiopie, Fronts populaires, Guerre d'Espagne, Munich, déclaration de guerre) il n'y eut aucun tract international commun, aucune action commune (35). Surtout l'abandon de tout travail international centralisé, qui était une question de vie et de mort pour les groupes clandestins allemands, fut catastrophique. Livrés à eux-mêmes, en bute à la répression, ces groupes se décomposèrent rapidement. Le mouvement communiste de conseils allemand disparut. Dans la pratique, les "Thèses sur un nouveau mouvement ouvrier" contribuèrent largement à la dislocation organisationnelle et politique du mouvement international des communistes de conseils (35 bis).

#### **4. UNE VISION 'ECONOMISTE' DE LA REVOLUTION ?**

En rejetant comme négatives les leçons politiques de la Révolution russe, en rejetant finalement la nécessité d'une organisation politique - par hantise du substitutionnisme -, le GIC voyait dans la révolution du futur une question non politique, mais économique.

##### **a) Les voies de la révolution prolétarienne: les comités de lutte**

La révolution prolétarienne s'instaurerait par la formation des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat. Mais il s'agissait du stade ultime d'un processus long et contradictoire passant par l'éclatement de grèves économiques. Celles-ci étaient nécessairement des grèves sauvages" antisyndicales. Cette position, toujours développée et répétée depuis sa naissance par le GIC, ne s'écartait guère de celle de la Gauche communiste italienne des années trente (36). Comme cette dernière, mais de façon beaucoup plus hardie, le GIC donnait une importance à la généralisation de la lutte économique sous forme de grèves de masse. Mais, à la différence des 'bordiguistes' italiens et belges, il insistait particulièrement sur l'auto-organisation des grèves sauvages. Cette auto-organisation passait nécessairement par la formation de "comités de lutte" (*strijdcomités*) élus et révocables par l'ensemble des ouvriers en lutte (37). Ceux-ci, à l'exemple de l'Allemagne pendant et après la Première Guerre mondiale, éalisaient des "hommes de confiance" directement responsables devant les assemblées générales de grévistes. Tous les ouvriers, quelle que soit leur appartenance politique et syndicale, pouvaient et devaient faire partie de ces "comités de lutte", afin de réaliser une véritable "unité de classe" (38). De tels comités, à moins de trahir leur fonction unitaire en se transformant en nouveaux syndicats, étaient non permanents : ils surgissaient et disparaissaient avec la lutte elle-même. C'est seulement en période révolutionnaire, que pouvaient naître et se développer de véritables organisations permanentes, unitaires car regroupant tout le prolétariat : les conseils ouvriers. Ces conseils, cependant, en dépit de leur formation spontanée, ne surgissaient pas du néant, par génération spontanée. Les "précurseurs" de l'auto-organisation unitaire, préparant "l'organisation de classe" naissaient forcément avant le déclenchement de la lutte de masses. Ces organisations en quelque sorte 'embryons' des conseils n'étaient autre que les "noyaux de propagande" , formés d'ouvriers combattifs s'organisant et faisant de l'agitation en vue des prochaines luttes massives. Mais en aucun cas, de tels "noyaux de propagande" ne pouvaient s'auto-proclamer organisation unitaire : "...le noyau de propagande n'est pas lui-même l'organisation de classe," (*P.I.C.* n° 4, juin 1938, "De strijdcomités der wilde stakingen".)

De tels noyaux de propagande, à l'évidence, formaient des "groupes ouvriers" sans véritable orientation politique, mais défendant une opinion dans la lutte de classe. Mais, dans la pratique, le GIC semblait

confondre les “groupes d’opinion”, qui constituaient les groupes de travail dans la théorie des Hollandais, avec ces groupes ouvriers. Il s’ensuivait ainsi une confusion troublante entre organisations d’ouvriers et organisations révolutionnaires.

Pour lever cette contradiction de sa théorie “antisubstitutionniste”, le GIC déniait aux “groupes d’opinion” comme aux “noyaux de propagande” un rôle politique dans les luttes économiques ouvrières. Pour Pannekoek, il était inutile que ces groupes mènent une lutte politique pour orienter les grèves et les manifestations d’ouvriers, contre les autres groupes ou partis, même si ceux-ci agissaient de l’intérieur, dans l’usine, contre l’auto-organisation ouvrière. Pour lui, il s’agissait d’éviter de briser “l’unité de classe” par des affrontements politiques inutiles :

“ Le communisme des conseils considère tous les ouvriers comme une unité de classe, par-delà les démarcations d’organisations. Il n’entre pas en concurrence avec ces organisations... Le communisme de conseils ne dit pas aux ouvriers membres de partis et organisations : quittez-les et venez à moi. ” (*P.I.C.* n° 2, février 1936, “ Praktisch werk ”.)

Cette vision antipolitique, où l’organisation communiste de conseils était rigoureusement séparée de la lutte des ouvriers (39), avait des conséquences pratiques. Par exemple, dans la lutte des chômeurs aux Pays-Bas, où intervenait le GIC, celui-ci donnait comme mot d’ordre, lorsque se formaient des comités de chômeurs (Comités de lutte) : “en dehors de tous syndicats et de tout parti politique” (*P.I.C.* n° 2, février 1932, “De stempelstaking, de Centrale Advies Commissie en de Communisten”).

En période révolutionnaire, pour le “conseillisme” hollandais, il en serait de même. Les conseils ouvriers se formeraient en rejetant toute action de partis révolutionnaires en leur sein, de façon à pouvoir réaliser leurs tâches économiques de transformation de la société. Il y aurait une séparation radicale entre d’un côté les groupes révolutionnaires “formant une organisation indépendante des ouvriers révolutionnaires dans des groupes de travail travaillant librement” (Canne-Meijer, *op. cit.*) et l’organisation “indépendante des masses ouvrières dans les conseils ouvriers” (idem). L’action des groupes révolutionnaires se limiterait à favoriser

les tâches économiques des conseils ouvriers.

**b) La période de transition du capitalisme au communisme. Les *Grundprinzipien*.**

La question de la période de transition - après la prise du pouvoir par les conseils ouvriers - vers le communisme fut toujours abordée par les communistes de conseils allemands, puis hollandais sous un angle strictement économique. La dégénérescence de la Révolution russe et l'évolution de la Russie soviétique vers le capitalisme d'État montraient, selon le GIC, la faillite du "politique". Le facteur économique, la gestion de la nouvelle société par les conseils, avait été minimisé. La tradition du "politique", où la "dictature du prolétariat" était conçue comme d'abord une dictature politique sur l'ensemble de la société, avait relégué au second plan les tâches économiques du prolétariat. Cette idée était exprimée avec une particulière netteté par Pannekoek :

" La tradition signifie domination de l'économie par le politique... Ce que les ouvriers ont à conduire est la domination du politique par l'économie." (A.P., "De Arbeidersklasse en de Revolutie", in *Radencommunisme* n° 4, mars-avril 1940.)

Cette vision était exactement l'inverse de groupes révolutionnaires des années trente, telle la Gauche communiste italienne, qui avait ouvert toute une discussion théorique sur la période de transition (40).

On ne trouvera pas chez le GIC - à la différence des Gauches communistes italienne et allemande (41) -, de réflexions théoriques sur la question de l'État dans la période de transition. Les rapports entre le nouvel État de la période de transition, les partis révolutionnaires, et les conseils ouvriers ne sont jamais abordés, malgré l'expérience russe. On ne trouvera, rien, non plus, sur les rapports entre une Internationale révolutionnaire et l'État - ou les États - dans les pays où le prolétariat se serait emparé du pouvoir politique. Enfin, les questions complexes de la "violence du prolétariat" (42) et de la guerre civile en période révolutionnaire ne sont jamais posées. Pour le GIC, il semble qu'il n'y ait pas de problème de l'existence

d'un État - ou demi-État - dans une période de transition vers le communisme. Son existence même, sa caractérisation (État "prolétarien" ou "fléau" dont hérite le prolétariat) ne sont jamais posées. Cette problématique est totalement absente.

Le texte principal (43) du GIC sur la période de transition, les "Principes fondamentaux de la production et de la répartition communiste", n'aborde que les problèmes économiques de cette période.

Le point de départ du GIC est que l'échec de la Révolution russe et l'évolution vers le capitalisme d'État ne peuvent s'expliquer que par une méconnaissance sinon une négation de la nécessité de transformer économiquement la nouvelle société, commune à l'ensemble du mouvement ouvrier. Mais, de façon paradoxale, le GIC reconnaissait le rôle fondamental de l'expérience russe, la seule permettant de faire progresser la théorie marxiste :

"La Russie a essayé en ce qui concerne l'industrie d'édifier la vie économique selon des principes communistes ... et a en cela complètement échoué... C'est à l'école de la pratique de la Révolution russe que nous sommes redevables de pouvoir progresser, car elle nous a permis de constater ce que signifiait le droit de disposer d'un appareil de production, lorsqu'il est entre les mains d'une direction centrale." (*Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung*, 1930; reprint (avec introduction de Paul Mattick), Rüdiger Blankertz Verlag, Berlin, 1970, p. 11 et 34.)

Pour les communistes de conseils hollandais, la "dictature du prolétariat" se traduira immédiatement par "l'association de producteurs libres et égaux". Les ouvriers, organisés en conseils dans les usines, devaient s'emparer de l'ensemble de l'appareil de production et le faire fonctionner pour leurs besoins propres, en tant que consommateurs, et sans passer par une instance centrale, de type étatique, dont la finalité était la perpétuation de la société d'exploitation et d'inégalité. On éviterait ainsi que le "communisme d'État" mis en place dans la période de communisme de guerre, de 1918 à 1920, se transforme inévitablement en capitalisme d'État dont les besoins de production priment sur ceux des producteurs-consommateurs ouvriers. Dans la nouvelle société, dominée par le pouvoir des conseils et non par l'État d'un parti

centralisé, le salariat - source de toute inégalité et de toute exploitation de la force de travail - sera aboli.

Finalement, pour le GIC, les problèmes de la période de transition étaient très simples : il s'agissait avant toute chose que les producteurs contrôlent et répartissent le produit social, de façon égalitaire pour chacun d'eux et par une autorité exercée de "bas en haut". La question essentielle de la période de transition, depuis 1917, n'était pas politique, sous la forme de l'extension de la révolution prolétarienne à l'ensemble du monde, mais économique, sous la forme d'une augmentation de la consommation ouvrière, immédiatement et égalitairement organisée par les conseils d'usine. Le seul véritable problème de la période de transition serait, selon le GIC, le rapport entre les producteurs et leurs produits :

" Le prolétariat souligne le caractère fondamental du rapport du producteur à son produit. C'est cela et seulement cela qui est le problème central de la révolution prolétarienne." (*Grundprinzipien, op. cit.*, p. 23, souligné par le GIC.)

Mais comment arriver à une répartition "égalitaire" du produit social ? Celle-ci, évidemment, ne pouvait découler de simples mesures d'ordre juridique : nationalisation, "socialisation", autant de formes d'étatisation de la propriété privée. La solution, selon le GIC, se trouvait dans le calcul du coût de production en temps de travail des entreprises par rapport à la quantité des biens sociaux créés. Bien entendu, selon la productivité respective des entreprises, pour un même produit les quantités de travail nécessaires à sa fabrication étaient inégales. Il suffisait donc, pour résoudre ce problème, de calculer le temps social moyen de production de chaque produit. La quantité de travail des entreprises les plus productives, dépassant la moyenne sociale, serait versée à un Fonds commun; celui-ci se chargerait de remettre "à niveau" les entreprises les moins productives. Il servirait simultanément à introduire le progrès technologique nécessaire au développement de la productivité des entreprises d'une branche donnée, de façon à diminuer le temps moyen de production.

L'organisation de la consommation reposait sur le même principe de comptabilité. La comptabilité sociale générale, grâce à la documentation statistique, établie par les producteurs-consommateurs organisés en



conseils et en coopératives, calcule les facteurs de consommation. Après diverses défalcons - remplacement de l'appareil de production vieilli, améliorations techniques, fonds social de sécurité pour les inaptes au travail, les catastrophes naturelles, etc. - il y aurait une distribution égale des réserves sociales de consommation pour chaque consommateur. Aux conditions égales de production, assurées par le calcul du temps de travail social moyen, correspondraient des conditions généralement égales pour tous les consommateurs individuels. Grâce à ce système de comptabilité sociale, il serait mis fin à la loi de la valeur : les produits ne circuleraient plus sur la base de leur valeur d'échanger avec comme étalon universel : l'argent. D'autre part, avec l'édification d'un centre comptable et statistique 'neutre', non détaché des conseils, indépendant de tout groupe de personnes ou de toute instance de caractère central, la nouvelle société échapperait au danger de la formation d'une bureaucratie parasitaire, s'appropriant une partie du produit social.

Les *Grundprinzipien* des communistes de conseils hollandais avaient le mérite de souligner l'importance des problèmes économiques dans une période de transition entre le capitalisme et le communisme, mérite d'autant plus grand qu'ils avaient été peu abordés dans le mouvement marxiste. Sans augmentation réelle et continue de la consommation ouvrière, la dictature du prolétariat n'avait aucun sens et la réalisation du communisme devenait un vœu pieux.

Mais le texte du GIC souffrait d'un certain nombre de faiblesses, qui n'échappèrent pas à d'autres groupes révolutionnaires (44).

Les *Grundprinzipien* n'abordaient en fait que la phase évoluée du communisme où l'administration des hommes cédait la place à "l'administration des choses", selon le principe "à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses possibilités" (Marx). Le GIC concevait comme immédiatement possible, dès la prise du pouvoir par les conseils ouvriers, dans un pays donné, l'édification du communisme sous sa forme évoluée. Il partait d'une situation idéale, où le prolétariat victorieux s'emparait de l'appareil productif de pays hautement développés et n'ayant pas enduré les affres de la guerre civile (destructions, part considérable de la production consacrée à des besoins militaires); où, d'autre part, aucun problème paysan ne se posait,

comme frein à la socialisation de la production, puisque, selon le GIC, la production agricole était déjà complètement industrielle et socialisée (45). Finalement, ni l'isolement d'une ou de plusieurs révolutions prolétariennes, ni l'archaïsme de la petite production agricole ne constituaient d'obstacle majeur pour instaurer le communisme : "Ni l'absence de révolution mondiale ni l'inadaptation de l'entreprise agricole rurale individuelle à la gestion étatique ne peuvent être tenus pour responsables de l'échec (de la Révolution russe)..." dans le domaine économique (*Grondbeginselen der communistische productie en distributie*, 1935; reprint "De Vlam", 1970, p. 10.)

Ainsi, le GIC s'éloignait de la vision de Marx de la période de transition, qui distinguait deux phases : une phase inférieure, celle du socialisme, où "l'administration des hommes" détermine une politique économique prolétarienne, dans une société dominée encore par la pénurie, une phase supérieure, celle du communisme, où la société sans classes et sans loi de la valeur se traduit par un libre développement des forces productives dans un cadre mondial, débarrassé des entraves nationales. Mais même pour la phase inférieure de la période de transition, dominée encore par la loi de la valeur et l'existence de classes tirant en arrière, le marxisme soulignait que la condition de toute transformation économique dans un sens socialiste se trouvait dans le triomphe de la révolution mondiale. Le début de toute transformation économique réelle de la nouvelle société, encore divisée en classes, se traduisait en premier lieu par l'affirmation politique du prolétariat face aux autres classes.

- la vision "économiste" du GIC s'expliquait par une méconnaissance du problème de l'existence d'un État - "demi-État" - dans la période de dictature du prolétariat, au début de la phase transitoire. Ce demi-État constituait un danger pour le pouvoir prolétarien ; celui du regroupement des couches non prolétariennes et des classes possédantes dépossédées derrière lui. Dans la théorie marxiste, il était un facteur de conservation sociale, "une force issue de la société, mais se tenant au-dessus d'elle et s'en éloignant de plus en plus" (Engels, "L'origine de la famille, de la propriété- et de l'État"). (46)

La théorie du GIC de la période de transition pouvait apparaître bien proche de la théorie anarchiste, niant l'existence d'un État et donc d'une lutte politique pour la domination de la société nouvelle. Le rôle

finalement technique accordé par le GIC aux ouvriers, chargés de la comptabilité du temps de travail social moyen de la production, était une négation implicite de leur rôle politique.

Comme dans la théorie anarchiste, le GIC donnait une forme automatique et quasiment naturelle à l'édification d'une société communiste. Celle-ci n'était pas l'aboutissement d'un long processus contradictoire de lutte de classe pour la domination du demi-État, contre les forces sociales conservatrices, mais le fruit d'un développement linéaire et harmonieux, quasiment mathématique. L'harmonie mathématique de la comptabilité du temps de travail était la garante de l'harmonie de la société communiste, Cette vision n'était pas sans rappeler celle des utopistes du XIX<sup>e</sup> siècle, en particulier "l'harmonie universelle" de Fourier (46 bis).

- l'ultime faiblesse des *Grundprinzipien* apparaissait dans la comptabilité même du temps de travail, y compris dans une société communiste développée, ne souffrant plus de la pénurie. Économiquement, ce système pouvait réintroduire la loi de valeur, en donnant une valeur comptable et non pas sociale au temps de travail nécessaire à la production. Le GIC s'opposait ainsi à Marx pour qui l'étalon de mesure dans la société communiste n'était pas le temps de travail mais le temps disponible (47), celui du loisir disponible.

En second lieu, l'existence d'un centre comptable 'neutre', car technique n'offrait pas de garanties suffisantes pour l'édification du communisme. Ce 'centre' pourrait n'avoir d'autre finalité que la sienne par l'accumulation des heures de travail social, en rognant sur les besoins en consommation et temps disponible des producteurs-consommateurs et s'autonomiser de plus en plus par rapport à la société. " A la base ", s'il venait que les producteurs se désintéressent de plus en plus du contrôle de ce 'centre' et de l'organisation sociale en général, il pourrait y avoir inévitablement un transfert des fonctions remplies par les organes dirigeants des "producteurs" à des instances "techniques" s'autonomisant de plus en plus. La négation de ces dangers potentiels par le GIC n'était pas sans conséquence. Les internationalistes hollandais en arrivaient à rejeter toute possibilité de lutte, même sous le communisme, des producteurs pour l'amélioration de leurs conditions de travail et d'existence le GIC refusait d'envisager la possibilité d'une société où la lutte "pour de meilleurs conditions de travail ne cesse pas", où "la répartition du produit social reste une répartition

antagonique” et où “enfin la lutte pour la répartition des produits continue” (*Grundprinzipien*, p. 40). N’était-ce pas réintroduire l’idée que les producteurs-consommateurs ne sauraient lutter contre eux-mêmes, y compris leur ‘centre comptable’?

En fait pour le GIC, le communisme apparaissait comme une égalité absolue entre tous les producteurs. celle-ci se réalisait dès le début de la période de transition (48). Dans la période communiste, il n’existait plus aucune inégalité naturelle (physique, psychique) dans la production et la consommation. Mais une société communiste ne pouvait-elle se définir comme la constatation d’une “égalité réelle dans une inégalité naturelle” (49).

### c) La position de Pannekoek sur les “*Grundprinzipien*”

Pannekoek, à qui Canne-Meijer avait demandé une préface au livre de Appel, en 1930, était très méfiant à l’idée d’écrire un livre consacré aux transformations économiques de la période de transition. S’estimant “trop peu familier avec ces questions”, il lui sembla dans un premier plan “utopiste” d’établir un schéma de plan “irréel” (*Herinneringen*, p. 215), Puis, après avoir pris connaissance des *Grundprinzipien*, il lui sembla que “ cela gagnait à être connu ” (idem) (49 bis).

En fait, la position de Pannekoek sur ces questions s’exprima, près de 15 ans après dans son livre “Les Conseils ouvriers” (1946). Elle ne s’éloigne pas sensiblement des conclusions théoriques des “*Grundprinzipien*”, mais reste plus nuancée, plus en prise avec la réalité historique.

Comme les *Grundprinzipien*”, Pannekoek estimait juste le système de comptabilisation des heures de travail : “... dans le nouveau système de production, la donnée fondamentale c’est le nombre d’heures de travail, qu’il soit exprimé en unités monétaires, dans les premiers temps, ou sous forme réelle.” (“*Les Conseils ouvriers*”, Balibaste, Paris, 1974, p. 78.) Comme le GIC, Pannekoek a tendance à réduire les problèmes économiques de la période de transition à une question technique et statistique : “La comptabilité générale,

qui concerne et englobe les administrations des différentes entreprises, les réunira toutes en un tableau de processus économique de la société... L'organisation sociale de la production a pour base une bonne gestion au moyen de statistiques et de données comptables ... Le processus de production est exposé à la vue de tous sous la forme d'une image numérique simple et intelligible." (idem, p. 86-87)

Cette conception gestionnaire, déterminée par une réalité statistique et non sociale, entraîne une organisation administrative de la nouvelle société, une pure "administration des choses" sous forme de bureaux comptables : "Une fois que la production a été organisée, l'administration devient la tâche, relativement simple d'un réseau de bureaux comptables, liés entre eux." (idem, p. 86).

Comme le GIC, Pannekoek ne prend en compte que la "phase supérieure du communisme". Les conseils ouvriers, "l'organisation de la démocratie réelle", celle des travailleurs, n'ont un rôle de décision qu'au niveau de la production, mais au niveau politique ils n'en ont point. Les conseils, parce que "la politique elle-même disparaît" (p. 125), ne remplissent aucune fonction de pouvoir gouvernementale. Il n'y a pas de "gouvernement des conseils", comme cela était le mot d'ordre dans la période révolutionnaire 1917-1921 :

"Les conseils ne sont pas un gouvernement; même les conseils les plus centralisés n'ont pas un caractère gouvernemental, car ils n'ont aucun moyen d'imposer leur volonté aux masses; ils n'ont pas d'organes de pouvoir." (p. 126) L'aspect "maintien de l'ordre social" et "violence de classe", typique de toute structure étatique, ne pourra pas être aux mains d'un pouvoir central politique, mais d'un pouvoir social décentralisé : "Tout le pouvoir social appartient aux travailleurs eux-mêmes. Partout où l'exercice du pouvoir est nécessaire - contre des troubles ou des attaques à l'ordre existant - il émane des collectivités ouvrières dans les ateliers et reste sous leur contrôle." (p. 126)

Cette affirmation d'un "pouvoir social", des "collectivités extinction ouvrières" par Pannekoek montre que la question de l'État et des classes sociales - analysée par Marx et Engels n'est pas abordée dans les "Conseils ouvriers". Il semble, en fait, que Pannekoek envisageait l'existence d'un demi-État dans la phase "supérieure" du communisme, exerçant encore une forme de violence. S'il existe encore des "collectivités

ouvrières” donc des classes - et non une société sans classe de producteurs, n’est-ce pas “l’aveu” que l’État subsiste encore ? Bien que ce pouvoir d’État, appelé “social”, soit déplacé des conseils aux collectivités, pour être décentralisé, n’y a-t-il pas là aussi l’aveu de l’existence d’un pouvoir politique de classe? A ces questions, nulle réponse de Pannekoek. Il semblerait plutôt que ce dernier ramenait les problèmes d’une véritable société communiste, “sans classes et sans État”, à ceux de la période de transition elle-même, dans la phase “inférieure” du communisme.

*Les Conseils ouvriers* critiquent implicitement les “Grundprinzipien” sur deux points essentiels :

- les débuts de la période de transition du capitalisme au communisme seront marqués par la pénurie, étant donné la nécessité d’une reconstruction sur les ruines fumantes d’une économie ruinée soit par la guerre civile soit par la crise économique mondiale, ou les deux à la fois (Pannekoek ne donne pas de précisions là dessus) ; il s’agira encore d’une économie de guerre et de pénurie, où la justice dans la répartition des biens de consommation sera fondée non sur une juste comptabilité des heures de travail mais sur le principe contraignant - mais “moral” - de l’obligation de chacun à travailler pour la communauté :

“Au début de la période de transition, alors qu’il faut relever une économie ruinée, le problème essentiel consiste à mettre en place l’appareil de production et assurer l’existence immédiate de la population, Il est très possible que dans ces conditions on continue à répartir uniformément les denrées alimentaires, comme on le fait toujours en temps de guerre ou de famine. mais il est plus probable qu’en cette phase de reconstruction, où toutes les forces disponibles doivent s’employer à fond et où, qui plus est, les nouveaux principes moraux du travail commun ne prennent forme que d’une manière graduelle, le droit à la consommation soit lié à l’accomplissement d’un travail quelconque. Le vieux dicton populaire “qui ne travaille pas ne mange pas” exprime un sentiment instinctif de la justice” (p. 84-85)

- la comptabilité de la quantité d’heures de travail fournies par chaque travailleur n’impliquera pas une consommation individuelle de chacun en fonction de son nombre d’heures de travail produites. La répartition des biens de consommation n’est pas un principe individuel égalitaire mais un principe encore

inégalitaire. La consommation est un procès social global, éliminant le rapport direct du producteur à son produit. Il s'agit ici d'une critique implicite du GIC :

“ ... Cela ne signifie pas que la totalité de la production sera dorénavant répartie entre les producteurs, au prorata du nombre d'heures de travail fourni par chacun d'eux, ou autrement dit, que tout ouvrier recevra sous forme de produits l'équivalent exact du temps qu'il a passé à travailler. En effet, une très grande partie du travail doit être consacrée à la propriété commune, doit servir à perfectionner et élargir l'appareil de production... En outre, il faudra allouer une partie du temps de travail global à des activités non productives, mais socialement nécessaires : l'administration générale, l'enseignement, les services de santé... ” (p. 85).

L'analyse de Pannekoek, à la lumière de ses brèves ébauches théoriques de la période de transition au communisme, apparaît beaucoup plus nourrie des expériences historiques concrètes (Révolution russe et communisme de guerre) et moins marquée par une forme d'utopisme “égalitariste” que l'analyse du GIC. Par son rejet d'un “droit égal” dans la répartition de la consommation, elle apparaît plus proche de celle de Marx, dans sa *Critique du programme de Gotha*. Celui-ci montrait, en effet, que t, une distribution égale basée sur le temps de travail amenait du même coup de nouvelles inégalités, puisque les producteurs différaient nécessairement les uns des autres par leur capacité de travail propre et leur état familial et physique.

Cependant, comme les *Grundprinzipien*, les *Conseils ouvriers* restent enfermés dans une problématique technique et comptable, nettement “économiste”- les questions complexes de l'État et de la domination politique de la société de transition par le prolétariat ne sont jamais posées. Sur le plan économique, la question décisive si l'abondance des biens de consommation sous le communisme rendrait inutile tout calcul du temps de travail individuel est purement ignorée. Difficulté du communisme de conseils à concevoir une société communiste fondée non sur la pénurie mais sur l'abondance ?

## **5. UNE PHILOSOPHIE NOUVELLE. - CRITIQUE DE “LENINE PHILOSOPHE” PAR PANNEKOEK (1938)**

En 1938, Pannekoek publiait à Amsterdam, directement écrit en allemand, le livre *Lénine philosophe* (50). Publié sous le pseudonyme de John Harper, cet ouvrage peut être considéré - avec les "Thèses sur le bolchevisme", "Vers un nouveau mouvement ouvrier" et les *Grundprinzipien* - comme l'un des quatre piliers de la théorie conseilliste. Dans l'esprit de Pannekoek et du mouvement communiste de conseils, il s'agissait de faire une "réponse marxiste" au livre de Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme* (51), qui, publié en russe en 1909, n'avait été traduit en allemand et anglais qu'en 1927. En pleine période de développement du stalinisme, qui se présentait comme l'achèvement idéologique du léninisme (52), ce livre de Lénine était exalté dans le Komintern comme un approfondissement du marxisme" sur le plan philosophique. Mieux, *Matérialisme et empiriocriticisme* constituait la base " philosophique " du léninisme fraîchement élaboré dans le Komintern (53).

Le livre de Lénine en fait était une œuvre de circonstance, à caractère franchement polémique. Dans le parti social-démocrate russe, dans les fractions menchevik et bolchevik, un vif intérêt s'était manifesté, vers 1904, pour les théories du physicien autrichien Ernst Mach et celles du philosophe suisse Avenarius (54). Ce courant était défini comme un "empiriocriticisme". Il suffit de dire que ce courant, fortement déterminé par la réflexion épistémologique, avec la croissance vertigineuse de la science physique, sur les sciences, recherchait une synthèse "moniste" des derniers acquis de la connaissance. Il s'agissait d'un "empiromonisme", rejetant les vieilles conceptions dualistes, séparant objet et sujet de la connaissance. Il tentait d'opérer un dépassement du positivisme et de l'empirisme en édifiant une théorie subjectiviste de la connaissance. L'empiriocriticisme, qui s'inscrivait dans le courant philosophique du "retour à Kant" - imprégnant les courants révisionniste et austromarxiste - réduisait le monde à un système d'objets élaborés, à partir des sensations, par le psychisme du sujet. Il n'y avait pas interaction dialectique entre objets et sujet, mais identité, voire fusion, entre matière et esprit. En faisant ressortir uniquement le côté "subjectif" de la connaissance, et en voyant dans la "méditation personnelle" la source de cette connaissance, l'empiriocriticisme se présentait comme une théorie de l'individu ou de la personne ("personnalisme")



faisant abstraction de l'existence sociale. En faisant du monde physique un ordre immédiat, empirique, et immuable, le fait que l'ordre apparent du monde était en perpétuelle transformation était laissé de côté. En s'arrêtant au monde "intersubjectif", composé d'éléments psychiques, il "réfutait" le matérialisme. Chez Mach, la mise en avant d'un doute "épistémologique" sur la réalité des objets matériels aboutissait à une vague forme d'idéalisme correspondant aux tendances générales du monde bourgeois vers le "mysticisme" scientifique. Par contre, chez Avenarius, l'idéalisme s'accompagnait d'un matérialisme biologique, selon lequel l'influence du milieu extérieur sur le sujet de la connaissance se réduit à des changements dans la matière cérébrale et le système neurologique. En tant que tel l'empiriocriticisme correspondait à une crise de la théorie des sciences, dans le monde capitaliste, qui n'était pas sans avoir des répercussions indirectes dans le camp marxiste. D'où son enjeu politique.

Or il apparut que dans le POSDR, et surtout dans sa fraction bolchevik, toute une tendance, dont les représentants étaient surtout Bazarov, Lounatcharski et Bogdanov (55), défendant dans le parti et même à l'extérieur les conceptions empiriocriticistes de Mach et Avenarius, pour "dépasser" les "insuffisances" de Marx. Chez Bogdanov, le processus social était réduit à un processus biologique d'adaptation de l'organisme au milieu et les rapports de production se confondaient avec de purs rapports techniques d'organisation du travail (56). Une thèse qui n'était pas sans annoncer la vision stalinienne (57). D'autre part, en affirmant que "la vie sociale est dans toutes ses manifestations une vie psychique consciente", que "l'existence sociale et la conscience sociale sont identiques au sens exact des mots" (58), Bogdanov niait la thèse marxiste que la conscience non seulement reflète plus ou moins, en décalage, la vie sociale, mais que l'existence sociale matérielle se développe indépendamment de la conscience sociale de l'humanité. Il en découlait que les classes sociales avaient toujours conscience des relations sociales qui président à leur activité au sein des rapports de production. Et finalement, la "conscience révolutionnaire" du prolétariat, seule classe porteuse de la conscience - dans la théorie marxiste - était assimilable à celle des autres couches sociales non prolétariennes. Dans ce sens, Bogdanov ne faisait que refléter ses anciennes conceptions populistes, contre lesquelles le bolchevisme avait mené le combat. Les théories de Bogdanov, sous le couvert de 1<sup>er</sup> empiriocriticisme", laissaient la porte ouverte aussi bien à une conception mécaniciste

et fataliste du processus révolutionnaire qu'à un volontarisme idéaliste sur le plan politique. Ce n'est pas un hasard, si Bogdanov et ses partisans, sous-estimant sans doute la défaite de la révolution de 1905, formèrent entre 1907 et 1909 la fraction "otzoviste" ("rappel") qui exigeait la démission ("rappel") des députés socialistes. Alliée à la fraction "ultimatiste", elle exigeait l'abandon de toute activité légale. Dans l'atmosphère de déboussolement idéologique, né de la défaite, certains intellectuels bolcheviks, comme Lounatcharski, proche de Bogdanov, préconisaient la création d'une religion nouvelle "socialiste" et tentaient de concilier marxisme et religion. Connue sous le nom de "Constructeurs de Dieu", cette tendance manifestait un idéalisme philosophique s'accompagnant d'un volontarisme sur le plan politique. Les courants "otzoviste", "ultimatiste" et "constructeurs de Dieu" formaient une unité dans le parti bolchevik, qui paraissait remettre en cause ses fondements marxistes, philosophiques et politiques.

Le livre de Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, ne pouvait donc être compris que dans ce contexte historique précis, au lendemain d'une défaite lourde de déboussolement. Lénine, qui ne s'estimait pas assez compétent dans les questions philosophiques - comme il l'avouait à Gorki (59) - ne voulait pas écrire un traité de philosophie matérialiste mais un ouvrage de polémique politique. La lutte contre les théories de Mach ("machisme") et d'Avenarius et l'empiriocriticisme de Bogdanov était conçue comme une lutte de parti, car "la lutte des partis en philosophie" reflétait "en dernière analyse les tendances et l'idéologie des classes ennemies de la société contemporaine" (60). D'où la tendance chez Lénine à simplifier les problèmes philosophiques, et à assimiler tout combat contre l'idéalisme à une lutte contre la religion. Ce qu'il nommait combat contre le "fidéisme", dans son livre, était en fait un combat contre les tendances religieuses exprimées par Lounacharski. On doit souligner qu'il ne s'agissait nullement d'édifier une "philosophie léniniste imposable dans le parti bolchevik. Comme les marxistes de son époque, Lénine concevait les théories de Mach de Bogdanov comme une affaire privée dans le POSDR et la fraction bolchevique. Cette "querelle philosophique" ne devait "pas devenir une question de fraction". Ayant un grand sens de l'organisation, Lénine jugeait nécessaire de "veiller à ce que le travail pratique indispensable pour le Parti n'en souffre point" (61).

C'est seulement en 1927, sous la conduite de Debodin (62), et en faisant abstraction des conditions de son écriture, que le livre de Lénine va devenir dans le Komintern la "bible" de la "nouvelle philosophie marxiste-léniniste" et réduire le marxisme - comme le soulignent Korsch (63) et Pannekoek - à un "matérialisme bourgeois vulgaire".

Lorsque Pannekoek prit connaissance en 1927 du livre de Lénine, il lui apparut "de façon explicite" que Lénine "s'était placé du point de vue du matérialisme bourgeois" et qu'il y avait une relation entre "le léninisme et la base philosophique de la Révolution (russe)" (64). Pourtant, dans *Lénine philosophe*, Pannekoek estimait nécessaire de souligner que "Lénine et son parti se révélaient, en théorie comme en pratique, les représentants les plus éminents du marxisme" ("Cahiers Spartacus", 1970, p. 17.). Finalement, pour Pannekoek, l'essence bourgeoise du léninisme se révélait après coup, avec l'évolution de la Révolution russe vers le capitalisme d'État et le stalinisme.

Le livre de Pannekoek apparaît à la lecture, non comme une critique du "léninisme" - entendu comme conception voilée du capitalisme d'État - mais comme une critique impitoyable (et pertinente) de *Matérialisme et empiriocriticisme*. Écrit par un scientifique de haut renom, au fait des dernières découvertes et méthodes scientifiques, et un marxiste de premier plan, reconnu comme tel par l'Académie des sciences russe en 1927 (65), le *Lénine philosophe* était un ouvrage remarquable par la profondeur de son argumentation. Il se situait, sur ce plan, dans la continuité de l'activité marxiste de Pannekoek avant la Première Guerre mondiale.

La "pertinence" marxiste de Pannekoek s'exerçait en premier lieu contre le contenu de la réponse de Lénine aux "machistes". Notant que Lénine "avait parfaitement raison de s'y opposer" - "la théorie marxiste ne peut rien tirer d'important des idées de Mach" (op. cit., p. 74, "Spartacus") -, il s'attaquait à la faiblesse de l'argumentation "léniniste". Lénine, en effet, voyait dans les théories de Mach une version moderne de la philosophie "solipsiste" de Berkeley, selon laquelle la réalité n'existe pas en dehors de l'esprit qui la perçoit. Dans la lignée de la philosophie bourgeoise du XVIII<sup>e</sup> siècle, en particulier celle de Condillac, Lénine développait une conception "sensualiste" de la connaissance. Selon lui, c'était à travers les sensations que

pouvait s'élaborer cette connaissance. Ainsi, montrait Pannekoek, Lénine ne voyait plus aucune différence entre le matérialisme dialectique de Marx et le matérialisme bourgeois (65 bis). D'où une doctrine du "sens commun", en vertu de laquelle, de façon naïve et purement empirique, la théorie reflétait "exactement la réalité", et de façon absolue. La théorie de Lénine était donc une régression sur le plan de la connaissance matérialiste. Comme au temps de Newton, siècle de la mécanique et des automates, Lénine acceptait l'idée d'un mécanisme absolu dans la Nature. Pour lui, le matérialisme devait affirmer l'existence d'un Temps et d'un Espace absolus. C'était non seulement nier, soulignait Pannekoek, les progrès de la science (théorie de la relativité du temps et de l'espace, avec Einstein, en 1905), mais affirmer que l'observation sensible immédiate reflétait exactement dans le cerveau la réalité matérielle, considérée comme un ensemble de lois absolues et immuables.

En second lieu, Lénine donnait une forme fautive à son argumentation, en déformant les conceptions d'Avenarius et de Mach. Leur doctrine n'avait rien à voir avec le "solipsisme" de Berkeley. Leur conception s'apparentait à un positivisme empiriste. Leur empiriocriticisme est bien proche de "l'empirisme logique" d'un Carnap (66), dont le but est de construire un système cohérent et ordonné de l'ensemble des objets physiques et psychiques. Chez eux, ce n'est pas la pensée (ou le sujet pensant) qui crée le monde objectif, mais ce "sont les actions du monde extérieur sur notre cerveau qui produisent ce que nous appelons les pensées" (*op. cit.*, p, 77.) Contrairement aux idéalistes classiques, comme Berkeley, ou aux matérialistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'empiriocriticisme ne fait pas de séparation absolue entre "éléments physiques et "éléments psychiques", qui sont simultanément l'objet de la connaissance.

En fait, montre Pannekoek, Lénine commet plusieurs "erreurs" qui l'éloignent du matérialisme dialectique et historique :

- il confond faits d'observation et concepts physiques, reprenant la vieille et naïve "connaissance" du sens commun qui peut "très bien s'opposer aux progrès des sciences vers des conceptions nouvelles et meilleures" (*op. cit.*, p. 80);

- il identifie “nature et matière physique”. Le mot matière a pour lui le même sens que “monde objectif”. Or la “matière”, dans le matérialisme historique, désigne tout ce qui “existe réellement dans le monde, ‘y compris l’esprit et les chimères’, comme disait Dietzgen” (op. cit., p. 91). Il s’ensuit que Lénine, comme les matérialistes bourgeois, fait de toute autre réalité, comme la pensée et les phénomènes psychiques, un attribut ou une propriété de la matière - il ne comprend pas que la “matière” est une “abstraction”, formée à partir des phénomènes (op. cit., p. 47), et jamais une réalité “absolue”. Affirmer que l’homme est le créateur, dans l’histoire, des lois naturelles ne signifie pas faire “de l’esprit humain le créateur du monde” (op. cit., p.82), comme le pense Lénine, qui y voit pur idéalisme. En fait, ces lois sont bien un produit de la pensée humaine en devenir. Comme idées humaines, elles appartiennent à la réalité objective aussi sûrement que les objets palpables; le monde réel est constitué aussi bien des choses spirituelles que des choses appelées matérielles en physique” (op. cit., p. 91).
- enfin, toujours dans le domaine de la connaissance, il tombe dans une “ métaphysique matérialiste ”, en enlevant au matérialisme sa nature historique. Tout matérialisme dialectique est nécessairement un matérialisme historique, même dans le domaine de la connaissance. C’est pourquoi il ne peut exister de “lois absolues” qui seraient une simple photographie de la réalité, immuable (67).
- Il ne peut y avoir exactitude absolue dans la description de la réalité ; la théorie est une “image approximative”, qui se précise avec l’évolution des connaissances humaines. Cela s’explique par le fait que la nécessité absolue, comme déterminisme, ne s’applique qu’au cosmos pris comme un tout : “les lois de la nature sont des formulations humaines imparfaites, restreintes à des domaines particuliers, de la nécessité dans la nature. La nécessité absolue n’a de sens que pour l’univers dans son ensemble” (p. 50).

Mais le plus grave, pour Pannekoek, se trouvait moins dans les erreurs commises par Lénine dans le domaine de la connaissance - explicables par l’arriération de la Russie - que dans sa démarche même, étrangère au marxisme. En opposant la religion - le “fidéisme” - à la Raison, et finalement la “libre pensée” à “l’obscurantisme”, Lénine ressuscitait - tout comme d’ailleurs Plekhanov - le matérialisme bourgeois

prémarxiste. Au lieu d'aborder les problèmes du point de vue du matérialisme historique contre l'idéalisme, Lénine réduisait le marxisme à une simple "machine de guerre" contre la religion. D'où son admiration pour Ernst Haeckel (68), pourtant un adversaire acharné du "socialisme égalitaire", et adepte du darwinisme social (p. 96). En fait, Lénine - aveuglé par un matérialisme bourgeois niant l'existence des classes sociales et se proclamant le héraut de la lutte de l'humanité contre la religion "obscurantiste" - abandonnait l'analyse de classe des idées en philosophie : " Nulle part n'est mentionné (chez Lénine) le fait que les idées sont déterminées par la classe sociale; les divergences théoriques planent dans l'air sans lien avec la réalité sociale... Cet aspect essentiel du marxisme ne semble pas exister chez Lénine. " (op. cit., p. 95).

Il est incontestable que, sur le plan de la critique philosophique de Lénine, Pannekoek était en plein accord avec la théorie marxiste (69). Sa critique du dirigeant bolchevik ne montrait aussi aucune concession au "subjectivisme" de l'empirio-criticisme de Mach et Avenarius. Mach était un remarquable physicien, qui a laissé son nom au rapport de la vitesse d'un mobile à celle du son dans l'atmosphère. Mach exprimait un "matérialisme spontané" des savants, entaché des préjugés idéalistes de son époque. Le critiquer dans son argumentation interne, c'était d'abord montrer ce qui était valable dès lors qu'il se rapprochait du matérialisme dialectique. Si Mach était très proche de la méthode du matérialisme historique (p. 54), c'était en raison de son affirmation du principe de "l'économie de la pensée", qui guide le savant dans l'élaboration des lois et des abstractions. Si, concrètement, les principes de Mach se sont révélés "les meilleurs guides pour vaincre les difficultés" de méthode dans les domaines de la théorie atomique et de la relativité (p. 63), c'est en appliquant le "principe de Mach". Il s'agit de rechercher quelle expérience peut confirmer ou infirmer telle assertion scientifique. C'est une fois reconnue la validité, relative, de ce courant sur le plan de la démarche épistémologique, que le marxisme se devait de critiquer les théories de Mach et Avenarius. Le sens propre d'une critique marxiste c'est de dévoiler l'idéologie sociale véhiculée par ce courant. Celui-ci en développant une théorie "subjectiviste", proche de la "méditation philosophique" classique, en partant de l'expérience "personnelle" pour aboutir à l'exaltation de l'individu, reste marqué par le matérialisme bourgeois. Cet individualisme, "conséquence de l'individualisme forcené de la société bourgeoise", est une philosophie bourgeoise opposée au marxisme qui trouve dans "le travail social" "la source de la

connaissance". En faisant, d'autre part, du monde une essence immuable, "où le fait que le monde soit en perpétuelle évolution est laissé de côté" (*op. cit.*, p. 61), il forge une idéologie dont la finalité est de "réfuter" le matérialisme, théorie de l'évolution continue du travail social. Liés par mille fibres au monde bourgeois, même au prix de concessions au matérialisme historique, Mach et Avenarius - comme tant d'autres - tombent nécessairement dans l'idéalisme, "ambiguïté qui révèle un penchant certain vers le subjectivisme correspondant aux tendances générales du monde bourgeois vers le mysticisme" (*op. cit.*, p. 57).

Aussi dans la lutte théorique, à la différence de Lénine et de Plekhanov, le marxisme - soulignait Pannekoek - devait rejeter le vieux matérialisme bourgeois. Celui-ci s'appuie sur les sciences de la nature pour mieux définir l'homme, et donc le prolétariat, comme un simple "objet de la nature", "un animal le plus élevé dans l'échelle zoologique", totalement déterminé par des "lois naturelles" immuables. Il est donc la négation de la praxis sociale du prolétariat bouleversant et détruisant les "lois naturelles" de la société capitaliste. D'autre part, l'évolution même de la société, marquée par le surgissement de la classe révolutionnaire prolétarienne, marque la décadence de l'ancien matérialisme bourgeois, pénétré toujours plus par le mysticisme, exprimant le pessimisme et le scepticisme d'une classe bourgeoise en décomposition : "Dès que la lutte de classe prolétarienne eut révélé en s'amplifiant que le capitalisme n'était pas en mesure de résoudre les problèmes vitaux des masses, la philosophie matérialiste sûre d'elle-même disparut... La bourgeoisie s'abandonna à toutes sortes de croyances religieuses et... les intellectuels et les philosophes bourgeois succombèrent à l'influence de tendances mystiques. Très vite, ils découvrirent les faiblesses et les insuffisances de la philosophie matérialiste et se mirent à faire de grands discours sur les 'limites' des sciences et sur les 'énigmes insolubles' de l'univers". (*op. cit.*, p. 35). Analyse classique dans le mouvement marxiste, en particulier chez Pannekoek, avant 1914.

En cela, Pannekoek ne dépassait guère ses anciennes œuvres théoriques d'avant 1914. Tout nourri de Dietzgen, "partie intégrante, voire essentielle du marxisme" (p. 42), il soulignait l'indissociable unité et interaction entre phénomènes spirituels (la pensée) et phénomènes matériels (totalité du monde). Contre l'idéalisme et l'empirisme, il réaffirmait la conception marxiste que "les phénomènes spirituels et matériels,

c'est-à-dire la matière et l'esprit réels, constituent le monde réel dans son intégralité, entité douée de cohésion dans laquelle la matière 'détermine' l'esprit et l'esprit, par l'intermédiaire de l'activité humaine, 'détermine' la matière. Le monde dans son intégralité est une unité dans ce sens que chaque partie n'existe qu'en tant que partie de la totalité et est entièrement déterminée par l'action de celle-ci... L'esprit... est une partie de la totalité de l'univers et sa nature consiste en l'ensemble de ses relations avec la totalité du monde." (op. cit., p. 43.)

Ce qui reste de remarquable dans le livre de Pannekoek, à une époque où - dans le sillage de Bogdanov et de Boukharine (70) -, le marxisme était réduit au rang de "science prolétarienne" et de "sociologie", c'est la définition même du marxisme. Le matérialisme historique n'est pas une "science de la nature" mais une "science de la société", liée à la lutte de classe prolétarienne. Et fait significatif, traduisant une évolution de Pannekoek - qui définissait le marxisme comme une science avant 1914 - son livre montre que le matérialisme marxiste "est plus qu'une simple science" (p. 29). C'est d'abord et avant tout une vision du monde, celle de la révolution prolétarienne. Le marxisme trouve sa validité scientifique dans sa méthode. En tant que tel, il ne "saurait être une doctrine immuable ou un dogme stérile qui impose ses vérités". Visant la philosophie d'État russe, qui dénonçait dans la relativité une croyance contre-révolutionnaire" (p. 89), Pannekoek note fortement que le marxisme, s'il n'est pas une théorie de l'évolution de la nature, est constamment révolutionné par l'apparition de phénomènes nouveaux dans la société, dans la politique et dans la science que "Marx et Engels n'ont pu prévoir et pressentir" (p. 29). Le marxisme est donc d'abord "un guide et un outil excellents" pour expliquer la réalité nouvelle. Il est donc toujours "une théorie vivante dont la croissance est liée à celle du prolétariat et aux tâches comme aux fins de sa lutte". (ibidem).

Le livre du théoricien hollandais n'échappait pas, pourtant, à un certain schématisme et à des faiblesses notables dans le domaine politique. Dans la lignée des thèses conseillistes sur le bolchevisme (cf. supra), Pannekoek tirait comme conclusion de la lecture d'un seul livre de Lénine, du reste circonstanciel, que les bolcheviks n'avaient jamais été marxistes : " On ne peut reprocher au bolchevisme russe d'avoir abandonné le marxisme, pour cette bonne raison qu'il n'a jamais été marxiste. " (op. cit., p. 103) La thèse explicite de



Pannekoek était la suivante : le “matérialisme bourgeois de Lénine, correspondant à la Russie “féodale”, était la théorie de la “Révolution bourgeoise russe”, et du capitalisme d’État. Comme la bourgeoisie française de 1789, les bolcheviks faisaient de l’idéologie antireligieuse un instrument pour instaurer cette “révolution bourgeoise”; cette idéologie était nécessaire autrefois à la “bourgeoisie montante”. Le matérialisme vulgaire de Lénine trouvait nécessairement son soubassement social dans la “nouvelle classe” des intellectuels, porteuse du capitalisme d’État et “nouvelle classe dominante”. Et Pannekoek concluait que “le léninisme (est) la théorie d’une révolution bourgeoise installant au pouvoir une nouvelle classe dirigeante” (*op. cit.*, p. 113). Finalement, le livre de Lénine contenait fatalement en germe la contre-révolution stalinienne tout entière. Selon lui, si on avait lu avant 1914 *Matérialisme et empiriocriticisme*, “on aurait été en mesure de prévoir que la révolution russe devait aboutir de façon ou d’autre à un genre de capitalisme fondé sur la lutte ouvrière” (p. 103).

Ces affirmations appellent plusieurs remarques. Elles contiennent, sous-jacents, des silences étonnants de Pannekoek. Elles expriment toute une philosophie, “spontanée”, du communisme des conseils de cette époque.

a) Pannekoek passe d’abord sous silence la politique des bolcheviks, à l’aile gauche de la II<sup>e</sup> Internationale de 1903 à 1917. Il était peu au courant des luttes internes au sein du POSDR et du parti bolchevik, en affirmant - avec quelque “mauvaise foi” - que Lénine ne faisait “aucune allusion au pouvoir spirituel de la bourgeoisie sur les ouvriers”, “à la nouvelle idéologie du nationalisme et de l’impérialisme” (*op. cit.*, p. 107). Le livre de Lénine *Matérialisme et empiriocriticisme* était d’abord l’affirmation que la lutte d’un parti marxiste s’exerçait dans tous les domaines, politique comme philosophique, contre la pénétration de conceptions idéalistes et même religieuses, secrétées par la société bourgeoise. Même avant 1914, les écrits de Lénine traduisaient un combat contre toutes les idéologies démocratique, nationaliste et impérialiste.

Il passe, en second lieu, sous silence la finalité du livre de Lénine, et son enjeu pour le parti bolchevik. Il s’agissait de préserver ce parti de la pénétration des conceptions idéalistes, religieuses qui s’exprimaient chez Bogdanov et Lounatcharski, La polémique de Lénine était avant tout un enjeu politique, puisqu’elle était

dirigée contre certaines tendances liquidatrices dans le POSDR. Quant à la lutte antireligieuse menée par Lénine, elle était loin d'être le fait du parti bolchevik; elle se manifestait aussi dans des pays plus développés, où la gauche des grands partis social-démocrates combattait la conception officielle selon laquelle "la religion était une affaire privée" (*Privatsache*). Cette lutte prenait moins d'ampleur en raison de la présence d'un fort prolétariat éduqué par le socialisme, et moins soumis à la religion, dont s'amorçait le déclin. Il est incontestable que Pannekoek qui, comme avant 1914, considère que "la religion disparaîtra avec le début de la révolution prolétarienne" (p. 40), exprime dans son livre une sous-estimation de la lutte idéologique qui était menée par le marxisme contre la religion (71), au même titre que contre l'idéologie bourgeoise. Cette sous-estimation de Pannekoek apparaît d'ailleurs contradictoire avec sa constatation - dans *Lénine philosophe* - que le déclin du capitalisme s'accompagne d'un nouvel essor du mysticisme. Mais Pannekoek n'en voit l'influence que dans la bourgeoisie, le prolétariat semblant, d'après lui, en être miraculeusement préservé.

En fait, les "conceptions matérialistes vulgaires" dénoncées par lui chez Lénine n'étaient pas propres à ce dernier. Ces conceptions étaient largement répandues chez les principaux théoriciens de la II<sup>e</sup> Internationale, Kautsky et Plekhanov; celui-ci ayant une audience internationale qui dépassait le cadre de la Russie. On peut rappeler que jusqu'en 1914, sur le plan théorique, Lénine se définissait comme un fidèle disciple de Kautsky. La déformation du marxisme était déjà un phénomène ancien dans la II<sup>e</sup> Internationale. Avant la fondation de celle-ci, Marx, craignant une déformation de la méthode du matérialisme historique, avait affirmé qu'il n'était pas "marxiste". Bien des textes fondamentaux du matérialisme historique, dont Bernstein et Kautsky étaient les dépositaires, restèrent à l'état de manuscrits livrés à l'oubli. C'est d'ailleurs le travail du Russe Riazanov, à la suite de la Révolution russe, qui permit la publication de plusieurs textes inédits (72) de Marx. Il est frappant de constater, d'ailleurs, que la Révolution russe fut à l'origine d'écrits des plus significatifs du marxisme : *Marxisme et conscience de classe* de Lukacs; *Marxisme et philosophie* de Korsch, etc.

d) Pannekoek semblait ignorer l'hétérogénéité et l'évolution même des conceptions politiques et théoriques

au sein du mouvement révolutionnaire russe. Lénine à lui seul ne pouvait résumer tout le bolchevisme. Des militants comme Boukharine, Radek - ce dernier jusqu'en 1919 - étaient très proches des conceptions de la Gauche hollandaise sur la question nationale. Boukharine et Ossinskij en 1918 représentaient une tendance soulignant le danger du capitalisme d'État. L'évolution de Lénine lui-même est caractéristique : d'abord partisan, dans le cadre de la Russie d'une "Révolution démocratique", c'est-à-dire bourgeoise menée par les ouvriers et les paysans, Lénine finit par se rallier - avec les bolcheviks en 1917 - à la position de Trotsky sur la "Révolution permanente" qui reprenait en fait celle de Marx en 1852, Cela signifiait un rejet de toute "révolution bourgeoise à l'ère des guerres et des révolutions. La question était en fait autre, à savoir si la "révolution démocratique" devait être remplacée par une simple dictature d'un parti, sous la forme économique du capitalisme d'État.

e) L'affirmation de Pannekoek que Lénine n'aurait jamais été marxiste apparaît comme une affirmation simpliste. L'analyse des textes de Lénine sur Marx et le marxisme (73) montre clairement que le chef bolchevik avait assimilé, intellectuellement, par une lecture attentive, la méthode du matérialisme historique. C'est Lénine lui-même, qui par une étude des textes de Marx, Engels et aussi de Pannekoek - synthétisa le mieux les positions du marxisme sur la question de l'État, dans son livre *L'État et la Révolution*. Ce livre, traduit en hollandais par Gorter, fut salué par la Gauche communiste hollandaise en 1918 comme une "restauration du marxisme". Si Lénine, sur le plan philosophique - comme beaucoup de marxistes de son époque - était marqué par le vieux "matérialisme bourgeoise, il n'en est pas de même sur le plan politique et théorique. Même sur le plan des connaissances philosophiques, Lénine, qui avouait avoir peu de compétence, était loin d'être marqué uniquement par le vieux matérialisme bourgeois du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ses commentaires sur Hegel et sur Dietzgen - dont, contrairement à Plekhanov, et comme Pannekoek lui-même - il appréciait tout l'apport (74) montrent une évolution certaine, dans le sens d'un approfondissement du matérialisme marxiste. C'est pourquoi la critique par Pannekoek du seul *Matérialisme et empiriocriticisme* apparaît partielle.

f) Les "sources philosophiques", que Pannekoek croit trouver dans *Matérialisme et empiriocriticisme*, du

stalinisme se trouvent certainement - à l'origine - bien plus dans les œuvres de l'adversaire de Lénine, Bogdanov, que dans celles du dirigeant bolchevik. Tout d'abord, l'opposition entre deux "sciences" : "bourgeoise" et "prolétarienne", rejetée par Lénine, n'est pas sans annoncer les pires aberrations du jdanovisme. En second lieu, en réduisant tous rapports de production à de "purs rapports techniques d'organisation du travail", Bogdanov préfigure la conception de Staline où la "technique décide de tout". Même le "proletkult" ou "culture prolétarienne", défendu par Bogdanov - et dont la plupart des représentants furent victimes de la répression stalinienne ne contribua pas peu à édifier l'idéologie du stalinisme à partir des années trente. De même que les positions philosophiques de Lénine ne peuvent être plaquées sur ces positions politiques, de même Bogdanov ne peut être politiquement assimilable au stalinisme. Bogdanov fut l'un des fondateurs d'un groupe d'opposition, en 1921, "La Vérité ouvrière" (75), qui s'opposa vigoureusement à la "dégénérescence de la Révolution russe".

Pannekoek fait indubitablement un lien mécanique entre l'assimilation théorique des bases du marxisme et la pratique révolutionnaire, Son argumentation ne peut guère expliquer pourquoi les meilleurs connaisseurs du marxisme, des dialecticiens confirmés comme Plekhanov et Kautsky se détournent de la révolution prolétarienne en Europe et la combattent en 1917 et 1918. Et, inversement, pourquoi des éléments, influencés par la philosophie idéaliste moderne - celle de Bergson pour les syndicalistes-révolutionnaires et celle de Croce pour Gramsci - puissent se retrouver, dans une grande confusion philosophique' où l'éclectisme tient lieu de philosophie, dans le camp de la révolution, après 1917. En se situant en dehors de tout contexte historique, Pannekoek ne souligne jamais un phénomène majeur du mouvement ouvrier révolutionnaire la difficulté constante à assimiler non seulement la théorie matérialiste historique mais les connaissances scientifiques de leur époque, qui explique la lenteur d'une synthèse socialiste dans tous les domaines (social, politique, économique, scientifique, culturel). Il passe aussi à côté du fait que dans le mouvement révolutionnaire de son époque il n'existe plus de "grands cerveaux" comme Marx, capables de synthétiser toutes les connaissances nouvelles élaborées au sein de la société capitaliste; que, en conséquence, le marxisme, sous sa forme politique de praxis, se diffuse collectivement dans la masse des militants révolutionnaires, sans que ceux-ci en aient assimilé toutes les bases théoriques. En fait, le

politique devient la “spécialisation” de ces militants. Pannekoek qui, après 1921, était plus un théoricien qu’un de ces militants, traduit de façon frappante une réalité du mouvement ouvrier : bien souvent, des théoriciens marxistes comme Pannekoek peuvent analyser en profondeur l’évolution sociale et scientifique de leur époque, plus en qualité d’observateur que d’acteur. Il arrive aussi que des théoriciens du mouvement ouvrier, dont les études se sont caractérisé par leur profondeur, en pratique se trouvent en contradiction et même en opposition au mouvement révolutionnaire réel. Ce fut le cas de Kautsky. L’inverse est tout aussi vrai ; des théoriciens, dont les bases marxistes apparaissent inachevées, floues, entachées des conceptions prémarxistes, peuvent se retrouver à un moment donné en pleine adéquation avec le mouvement réel. C’était le cas de “ Lénine philosophe”.

Le livre de Pannekoek dans sa critique du ‘matérialisme bourgeois’ de Lénine était le livre d’un grand scientifique et philosophe marxiste. *Lénine philosophe* révélait aussi les contradictions du mouvement “conseilliste”. Pannekoek lui-même concrétisait la séparation entre le scientifique et le militant. Dans le communisme des conseils, il y eut incontestablement une séparation entre la lutte théorique et le combat pratique. Une vision “économiste” en pratique pouvait parfaitement coexister avec une “pure théorie”.

Mais ce livre révélait une tendance qui allait sans cesse se développant, y compris chez Mattick aux USA, dans le mouvement communiste des conseils : concevoir l’activité politique sous le pur angle théorique. La praxis du marxisme, comprise comme activité militante organisée, était reléguée au second plan. Les communistes de conseils, progressivement, se présentaient comme des “penseurs” marxistes, des éducateurs et des “pédagogues” du socialisme, à la façon d’Otto Rühle. Ben Sijes reconnut plus tard que pour lui, autodidacte, le GIC avait été son “ université ”. Leur but était d’éclairer le prolétariat et non d’agir en son sein, par peur de lui imposer une conception politique. La conclusion du livre de Pannekoek était caractéristique. La lutte de classe se présentait sous une forme idéologique de lutte d’idées. Le prolétariat devait se libérer des “ superstitions ” modernes, des “petites idoles” comme l’État et la nation, et des “puissances spirituelles comme la démocratie, l’organisation, le syndicat, le parti”. Pour cela, il “(fallait) que les ouvriers eux-mêmes, collectivement et individuellement, agissent et décident, et donc s’éduquent et se

fassent une opinion eux-mêmes” (op. cit., p. 109). Le marxisme, dans la conception communiste des conseils, apparaissait moins comme une praxis que comme une éthique. La “philosophie” du communisme des conseils était un mélange frappant de matérialisme historique dans la “théorie pure” et d’idéalisme éthique dans la pratique.

Enfin, sur le plan politique, à la suite des *Thèses sur le bolchevisme*, Pannekoek révélait une tendance dans le communisme des conseils à se rapprocher du socialisme de gauche. La théorie que la politique du bolchevisme conduisait fatalement à la “Révolution bourgeoise” en Russie avait déjà été défendue par Kautsky en 1922 (76). La recherche d’une convergence politique entre communisme des conseils et socialisme de gauche, déjà évidente dans le groupe des Rote Kämpfer, se perpétua au lendemain de la II<sup>e</sup> guerre mondiale, particulièrement en Allemagne. Néanmoins, ces rapprochements n’étaient qu’apparents et ne peuvent cacher un profond antagonisme tant avec la social-démocratie de gauche qu’avec le stalinisme et les différents courants issus du léninisme, comme le trotskysme.

L’antiléningisme a été le ciment des groupes de conseils (77), leur base politique et “philosophique”. L’antiléningisme, réaction au cours de contre-révolution capitaliste d’État en Russie, a été la condition, nécessaire mais non suffisante, des théories conseillistes antiorganisationnelles. Ces réactions en négatif ne sont pas sans expliquer la disparition finale du GIC - mais aussi du groupe de Paul Mattick aux USA - au début de la II<sup>e</sup> Guerre mondiale. Les éléments du GIC ne purent survivre politiquement qu’en s’intégrant dans le *Communistenbond Spartacus*, qui, au début, rejetait la vision conseilliste du GIC.

## NOTES

(1) Harald Andersen-Harild s’était installé en Allemagne, en 1933, pour quelques semaines, pour mettre au point le travail clandestin entre l’Allemagne et le Danemark. Des frictions entre lui et l’ex-membre du KAPD, puis de la KAU, Ernst Lincke (alias Kurt Lange), réfugié à Copenhague, eurent des effets désastreux. Andersen-Harild bombardait de lettres les groupes communistes de conseils aux Pays-Bas, aux USA, et

même en Allemagne, pour exiger le départ de Lincke pour la Suède. Une lettre du GIC, en date du 20 août 1936, souligna que l'envoi de lettres personnelles à des camarades allemands les menaçait d'être envoyés très rapidement en camp de concentration. Le GIC, en conséquence, exigea que Andersen-Harild cesse tout contact épistolaire avec le centre de Berlin. (Cf. Archives ABA, à Copenhague, qui contiennent les lettres d'Andersen-Harild.)

(2) *Proletarier*, qui n'eut qu'un numéro, "revue pour la théorie et la praxis du communisme des conseils", ne doit pas être confondu avec le *Proletarier* du KAPD, dont le dernier numéro parut en février 1933. Le *P.I.K.* édité par le GIC en 1933 n'eut que 5 numéros.

(3) L'historique des groupes allemands entre 1933 et 1935 se trouve dans le n° 16/17, mai 1936, de *Rätekorrespondenz*; "Differenzen in der Rätebewegung".

(4) Seuls les "Rote Kämpfer" avaient des contacts dans la clandestinité avec le SAP.

(5) Cela s'était produit, par exemple, à Mönchen-Gladbach, où le cercle constitué, en 1934, de membres du KPO (brandlérien), de la KAU, fut démantelé par la Gestapo en 1936. A Aachen, s'était formé en 1932 un "Antifa-Komitee" avec le SPD, le KPO, le Leninbund, le groupe de Korsch, des éléments unionistes de la KAU et la FAUD anarcho-syndicaliste. (Cf. R. THEISSEN, P. WALTER, WILHELMS, *Anarchosyndikalistischer Widerstand an Rhein und Ruhr*, Ens-Kapp Verlag, 1980, p. 77-133.)

(6) Cf. Olaf IHLAU, *Die roten Kämpfer*, Politladen-Reprint n° 8, Erlangen, 1971. Dès avant 1933, le KAPD condamnait la politique entriste du groupe Schröder-Reichenbach, qui recrutait "ses cadres" dans la social-démocratie. Il en concluait, en conséquence, qu'avec le groupe R.K. "qui aujourd'hui reste encore dans le SPD et y retient d'autres prolétaires "il n'y a rien à faire avec lui" (*KAZ* n° 7, juillet 1932, "Einheitsfront und Einheitsfronttaktik"). Quant aux Rote Kämpfer, ils jugeaient le KAPD et la KAU comme des "ruines d'un déclin historique" du feu mouvement des Unionen. Ils rejetaient aussi "l'activisme", le "semi-syndicalisme" unioniste de la KAU (cf. *RK Korrespondenz*, 14 février et 16 août 1932.) Constitués, après 1933, en cercles d'études et de discussion, éditant leur matériel, les R.K. travaillèrent dans la plus stricte clandestinité. Ils

avaient environ 200 membres, chiffre considérable, vu la répression extrêmement efficace de la Gestapo. C'est par un pur hasard que fin 1936, les activités des R.K. furent découvertes par la Gestapo. En remontant la " filière", 150 membres des R.K. furent arrêtés et condamnés à de lourdes peines de forteresse, dont Schröder, et Schwab, qui périt en prison en 1942.

<sup>6</sup> A partir de mars 1933, la KAU publiait son bulletin *Zur Information*. Pour tromper la Gestapo, le titre changea souvent : *Neue Rundschau*, *Arbeiterbrief*, *Brief an Arbeiter*, *Spiegel des Faschismus* ("Miroir du fascisme"). Ces numéros se trouvent à l'ABA de Copenhague, dans les archives Andersen-Harild. De façon significative, la KAU, dans son numéro de juin 1933 d'*Arbeiterbrief* estimait que la tâche était de "déblayer les ruines du réformisme, afin que puisse naître le front révolutionnaire de la lutte de masse prolétarienne". Il s'agissait de "créer des cadres communistes qui agissent comme les spores du mouvement prolétarien", par la création de "nouveaux cercles" et un "travail d'éducation"; qui ancrent l'idéologie communiste toujours plus profondément dans le prolétariat". Elle se prononçait, à la différence du KAPD maintenu, contre " la renaissance du bolchevisme ".

(7) Cf. *Programm der KAPD*, 1923, Berlin : " ... la Révolution russe fut la première flamme de la Révolution mondiale; ce fut la tâche la plus importante de la III<sup>e</sup> Internationale de propager l'incendie jusque dans l'édifice capitaliste de l'Europe... Avec un véritable et héroïque courage, nos frères russes ont résisté aux attaques de toutes les armées contre-révolutionnaires. Malgré la guerre civile, le blocus, la pénurie de produits industriels et de moyens de communication, ils se sont attaqués à la reconstruction de l'économie dans le sens communiste." (p. 25)

(8) Ainsi, le groupe *Discussie*, issu du GIC, en 1935.

(9) Cf. Rühle, *Von der Bürgerlichen zur Proletarischen Revolution*, 1924; reprint Rüdiger Blankertz Verlag, Berlin-Wilmersdorf, 1970, "Bibliothek der Rätekommunisten. Band 2".

(10) Rühle, op. cit. : " Un parti à caractère révolutionnaire dans le sens prolétarien est un non-sens. Il ne peut avoir de caractère révolutionnaire que dans le sens bourgeois, et ici uniquement dans le tournant



historique entre féodalisme et capitalisme. ” (p. 32)

(11) *P.I.C.* n° 5, avril 1934, “Stellingen over het bolsjewisme”, *Räte-Korrespondenz* n° 3, 1934; *International Council Correspondence* n° 3, décembre 1934. Une traduction française est disponible : KORSCH-MATTICK-PANNEKOEK-RÜHLE-WAGNER, *La contre-révolution bureaucratique*, 10/18, Paris, 1973, p. 23-54.

(12) Ainsi, les *Thèses sur le bolchevisme* ont particulièrement influencé le mouvement conseilliste scandinave, dans les années 70. Cf. traduction par le groupe “Internationell arbetarkamp” suédois, en 1973 : *Teser om bolsjevismen*, in revue *Internationell Arbetarkamp*, n° 3.

(13) Le GIC, pour justifier sa thèse du rôle historique de l’intelligentsia dans la Révolution russe affirmait qu’à la différence de la petite-bourgeoise, les ‘intellectuels’ constituaient une couche sociale ‘ascendante’, porteuse du “socialisme d’État”. (Cf. *Räte Korrespondenz*, n° 3, sept. 1934, “Die Intelligenz im Klassenkampf ”.

(14) L’idée que le parti s’empare du pouvoir se trouvait dans le programme spartakiste, rédigé par Rosa Luxemburg, en décembre 1918: “Si Spartakus s’empare du pouvoir, ce sera sous la forme de la volonté claire, indubitable de la grande majorité des masses prolétariennes.” (*Spartacus et la Commune de Berlin*, Cahiers Spartacus, p. 98.

(15) Bien que le GIC n’utilise jamais le terme de Thermidor, pour analyser l’évolution de la situation intérieure russe entre Lénine et Staline, il y a certaines coïncidences avec la théorie de Trotsky. L’analogie avec le “Thermidor” de la révolution française n’était pas sans laisser planer l’idée que la révolution russe aurait été, à l’instar de la révolution de 1789, une révolution “bourgeoise”. Mais alors que le Thermidor français marquait la stabilisation de la révolution bourgeoise, le léninisme et le stalinisme signifiaient la fin définitive du cours révolutionnaire en Russie, pour laisser la place à un système d’exploitation capitaliste d’État.

(16) Les *Grundprinzipien* du GIC montrent une certaine fascination pour l'expérience du communisme de guerre russe, entre 1918 et 1920.

(17) *Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung*, 1930, reprint Rüdiger Blankertz Verlag, Berlin, 1970, p. 11.

(18) Cf. le chapitre consacré aux communistes internationalistes hollandais devant les événements d'Espagne.

(19) *P.I.C.* n<sup>os</sup> 4 et 5, avril et mai 1935, "Naar een nieuwe arbeidersbeweging"; *Räte-Korrespondenz* n° 8/9, avril-mai 1935; *I.C.C.* n° 11, août 1935. Reprint en allemand : *GIK. Die Internationale Kommunisten Hollands*, Rowohlt, Hambourg, 1971, p. 139-167.

(20) Ainsi, par exemple, la gauche communiste italienne, regroupée autour de la revue *Bilan*; mais aussi d'autres groupes comme l'Union communiste de Chazé, en France, et la LCI de Hennaut en Belgique.

(21) On pouvait ainsi lire dans *Bilan* : "Le prolétariat n'existe plus, momentanément, en tant que classe, en conséquence de profondes défaites mondiales" (n° 29, mars-avril 1936, "L'écrasement du prolétariat français et ses enseignements internationaux", par Jacobs). Pendant la Deuxième Guerre mondiale, Vercesi conclut à la "disparition sociale du prolétariat". Cf. La *Gauche communiste d'Italie*, déjà citée.

(21) Cette position du GIC ne l'empêchait pas d'avoir des rapports politiques avec les Gauches italienne et belge "bordiguistes", et même de participer à la Conférence de Paris de 1937, au côté de groupes trotskysants (cf. chapitre 9). Aux Pays-Bas, le GIC gardait des contacts politiques avec le RSAP trotskysant de Sneevliet et le syndicat NAS, et envisageait même un travail commun avec eux. Il eut, par exemple, le 30 avril 1938, à Amsterdam, une réunion commune avec ces deux dernières organisations dans le but de créer des "comités d'action" contre la guerre et le fascisme. Tout en refusant les cartels d'organisation ("comités unitaires"), le GIC souhaitait un "comité d'action" ponctuel à condition que "aucune des organisations ne soit tenue responsable de l'action du comité comme un tout". Cette tentative de former un "comité d'action"

échoua à cause - selon le GIC - du "sectarisme d'organisation". (*P.I.C.* n° 4, juin 1938, "Mislukte samenwerking".)

(22) Cf. entre autres : *P.I.C.* n° 1, février 1938, "De strijdkomités der 'wilde' stakingen", p. 4.

(23) PANNEKOEK (anonyme), *P.I.C.* n° 2, février 1936 "Praktisch werk".

(24) Note 10.

(25) Cette définition du parti comme cercle ou groupe de personnes réunies par une même conception se retrouve aussi dans la majorité des groupes "bordiguistes" actuels. Chaque groupe, même constitué de quelques personnes, même sous la forme de cercle d'études 'marxologiques' se considère comme un "parti", voire le "parti". Il existe en Italie une myriade de groupes ou cercles se définissant ainsi, aujourd'hui.

(26) Cf. textes de Marx et Engels sur le parti : "Le parti de classe" (4 tomes), Maspéro, 1973; textes présentés par Roger DANGEVILLE.

(27) Aux temps de l'AIT, les partisans de Bakounine étaient contre toute centralisation et toute discipline d'organisation, défendant le principe d'autonomie. La critique d'Engels à une circulaire de la Fédération jurassienne (anarchiste) en 1872 pourrait s'appliquer aux conceptions organisationnelles du GIC en 1935 : "...l'Internationale n'est rien d'autre qu'une 'libre fédération de sections autonomes' dont le but est l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, 'en dehors de toute autorité dirigeante, même si elle émane du libre consentement de tous'. En conséquence, le Conseil général (de l'AIT) ne devrait être qu'un 'simple bureau de statistique et de correspondance'... Pas question de rassembler des forces, pas question d'action en commun! Si, dans une section quelconque, la minorité s'adaptait à la majorité, elle commettrait là un crime contre les principes de la liberté et endosserait un principe conduisant à l'autorité et à la dictature ... Et surtout pas de sections disciplinées. Surtout pas de concentration des forces sur un objectif, surtout pas d'armes de combat (ENGELS, *Der Volksstaat*, 10 janvier 1872; cité par DANGEVILLE, op. cit., tome III, 9)

(28) Cf. l'introduction aux chapitres consacrés au GIC, en particulier la citation sur le fonctionnement interne du groupe hollandais.

(29) PANNEKOEK (anonyme), "Praktisch werk", *P.I.C.* n° 2, février 1936: "les communistes de conseils n'ont pas à se dissoudre dans ces groupes"; "Ils sont eux-mêmes un groupe qui lutte pour une certaine conception".

(30) "...leur parole est terriblement 'révolutionnaire', leur peinture de la classe dominante horrifiante, et ils terminent de façon stéréotypée par l'alternative : révolution ou chute dans la barbarie. On se sent par là très révolutionnaire et on est convaincu d'être un précurseur de la révolution prolétarienne... La parole la plus révolutionnaire ne peut pas remplacer le manque de clarté de la classe; la tentative d'entraîner le prolétariat 'mûrement' sur le chemin de la révolution signifie simplement que précisément chez ces 'précurseurs' manque encore la clarté la plus élémentaire sur les conditions de la lutte d'émancipation du prolétariat." (Canne-Meijer, "Das Werden einer neuen Arbeiterbewegung").

(31) Cette critique 'ultra'-conseilliste venait d'éléments de Rotterdam, qui avaient été rattachés au groupe Spartacus de Sirach en 1933. Au sein du GIC, Bruun van Albada et Jan Appel maintenaient une conception de parti, qui s'exprima clairement dans le Spartacusbond en 1945 (Cf. chapitre consacré à cette organisation).

(32) *International Council Correspondence* n° 2, janvier 1936, "Problems of the new labor movement", p. 21-35; *P.I.C.* n° 2, février 1936. *Räte-Korrespondenz* n° 15, mars 1936.

(33) Paul Mattick, au nom des groupes communistes des conseils américains, idem.

(34) Cependant, Mattick, tout en considérant nécessaire une organisation révolutionnaire distincte de l'organisation générale des ouvriers, considérait que les communistes de conseils devaient disparaître en tant qu'organisation séparée, dès que les masses forment leurs organisations au sein des conseils." (idem).

(35) Il n'y eut de travail commun qu'avec des groupes belges, la LCI et l'IARV, lors des événements d'Espagne et jusqu'en 1940. Le démantèlement des 'Rote Kämpfer' par la Gestapo en 1936 et l'éloignement géographique du groupe de Mattick du 'centre' européen ne sont pas suffisants pour expliquer la dislocation du mouvement conseilliste international. En 1939, Mattick défendait l'idée d'une autonomie nationale des groupes communistes de conseils : "Chaque groupe agit en fonction de l'idée qu'il se fait du cadre national où il est à l'œuvre, sans qu'un autre groupe vienne lui fixer une ligne de conduite." (Mattick, *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI, Paris, 1972, p. 79.)

(35 bis) A partir de 1936, le groupe de Mattick vit replié sur le territoire américain. Il disparaîtra en 1943, après avoir édité des revues comme *Living marxism* et *New Essays*. Le groupe du Danemark se disloque en 1936. Andersen-Harild se retira de l'activité politique et cessa d'être internationaliste pendant la guerre. Il mit sa maison à la disposition du Conseil de la résistance danois. Dans les années 60, il adhéra au parti socialiste (Lettre de Gerd Callesen de l'ABA de Copenhague à P. Bourrinet, en date du premier mars 1984).

(36) Cf. brochure sur la *Gauche communiste italienne*, déjà mentionnée, p.132-136.

(37) *P.I.C.* n<sup>os</sup> 1 et 4, février et juin 1938.

(38) *P.I.C.*, n<sup>o</sup> 4, juin 1938.

(39) Cette conception était précocement exprimée dans la brochure de 1931 sur le mouvement des chômeurs : *Werkloozenbeweging en klassenstrijd*.

(40) Les textes de Bilan sur la période de transition ont été en partie traduits en italien : *Rivoluzione e reazione (lo stato tardo-capitalistico nell'analisi della Sinistra comunista)*, Università degli studi di Messina, Milano, Dott. A. Giuffrè editore, 1983. Introduction de Dino ERBA et Arturo PEREGALLI.

(41) La question de l'État dans la période de transition a surtout été abordée par la tendance d'Essen du KAPD en 1927. Les conseils ouvriers sont assimilés à l'État "prolétarien" (Cf. *KAZ* (Essen), n<sup>o</sup> 1 à 11,

1927). Dans la tendance de Berlin, comme contribution unique à la discussion, fut publié un texte de Appel (Max Hempel) critiquant le “communisme d’État de Lénine”, *Proletarier*, n° 45, mai 1927, “Marx-Engels und Lenin über die Rolle des Staates in der proletarischen Revolution”. Ce texte n’engageait pas la rédaction de la revue théorique du KAPD de Berlin.

(42) Seul Pannekoek étudie la question de la violence dans la révolution, autant pour s’opposer au principe de ‘non-violence’ des anarchistes que pour souligner le rôle fondamental de la conscience dans la révolution : “...la non-violence elle-même ne peut être une conception du prolétariat. Le prolétariat utilisera la violence en son temps pour autant qu’elle sera utile et nécessaire. La violence des ouvriers jouera à certains moments un rôle déterminé, mais la force principale du prolétariat se trouve dans la maîtrise de la production ... La classe ouvrière doit utiliser toutes les méthodes de luttes qui sont utilisables et efficaces, selon les circonstances. Et dans toutes ces formes de lutte viendra au premier plan sa force intérieure, morale.” (PANNEKOEK (anonyme), *P.I.C.* n° 2, février 1936, “Geweld en geveldloosheid”).

(43) Les *Grunprinzipien* ont été republiés en 1970, à Berlin, Rüdiger Blankertz Verlag. L’édition hollandaise, qui comporte de nombreux ajouts, a été rééditée en 1972, car “Uitgeverij De Vlam” (éditions du Spartacusbond) avec une introduction du Spartacusbond. Une traduction française, achevée, devrait sortir un jour.

(44) Une critique du texte du GIC a été faite dans *Bilan*, du n° 31 au n° 38, en 1936, par Mitchell, membre de la LCI belge (de son vrai nom Melis ou Jehan van den Hoven?). Hennaut, pour la LCI, avait fait un résumé, dans *Bilan*, des *Grundprinzipien* (n<sup>os</sup> 19, 20, et 21).

(45) Cette thèse avait été exposée en 1933, par le GIC, dans sa brochure : *Ontwikkelingslijnen in de landbouw*, p. 1-48. Ce texte a été écrit par B.A. Sijes.

(46) Un résumé et une étude des différentes thèses sur la période de transition, dans les gauches de la III<sup>e</sup> Internationale, se trouvent dans la thèse de 3<sup>e</sup> cycle de Jean SIÉ : “*Sur la période de transition au socialisme : les positions des gauches de la III<sup>e</sup> internationale*”, éditée par Comopolis, Leiden, 1986.

(46 bis) Ce retour à l'utopie se retrouve chez Rühle, qui écrivit en 1939 une étude sur les mouvements utopistes : *Mut zur Utopie!* La publication en a été faite en 1971 par Rohwohlt, Hambourg : Otto RÜHLE, *Baupläne für eine neue Gesellschaft*.

(47) “ Le temps de travail s'alignera, d'une part, sur les besoins de l'individu social, tandis qu'on assistera, d'autre part, à un tel accroissement de forces productives que les loisirs augmenteront pour chacun, alors que la production sera calculée en vue de la richesse de tous. La vraie richesse étant la pleine puissance productive de tous les individus, l'étalon de mesure en sera non pas le temps de travail, mais le temps disponible. Adopter le temps de travail comme étalon de la richesse, c'est fonder celle-ci sur la pauvreté; c'est vouloir que le loisir n'existe que dans et par l'opposition au temps de travail, c'est réduire le temps tout entier au seul temps de travail...” (MARX, *Grundrisse*, Gallimard, “ La Pléiade ”, tome 2, p. 308).

(48) La plupart des Gauches communistes soulignaient au contraire que l'égalité dans la répartition des produits de consommation était impossible au tout début de la période de transition. Surtout, dans une période de guerre civile, où le nouveau pouvoir des conseils devait compter sur l'existence de spécialistes, dont il avait un besoin impérieux.

(49) *Bilan* n° 35, sept.-oct. 1936, “Problèmes de la période de transition”, par Mitchell.

(49 bis) Dans une interview du 11 juin 1978 - avec Fred Ortman et Piet Roberts, sur cassettes - Jan Appel mentionne une discussion avec Gorter, à la Pentecôte 1927, sur les “Grundprinzipien”, en présence de Piet Coerman et Jordens. Gorter était en désaccord avec Appel et approuvait la vision de Lénine dans *L'État et la Révolution* : une production organisée comme les chemins de fer.

(50) *Lenin als Philosoph*, 1938, Bibliothek der “Rätekorrespondenz”; reprint en 1969, Frankfurt. Traduction anglaise, *Lenin as Philosopher*, New York, 1948. Traduction hollandaise, en 1974, avec introduction de B.A. SIJES, “De Vlam”. La traduction en français fut publiée pour la première fois par la Gauche communiste de France, dans sa revue théorique *Internationalisme*, 1947, n° 18 à 29. Une critique tout à fait pertinente a été faite par MOUSSO (Robert Salama) et PHILIPPE du livre de Pannekoek, dans *Internationalisme* n°s 30 à 33,

1948. Les articles critiquant Pannekoek ont été republiés dans la *Revue Internationale* du C.C.I. (Courant communiste international), n<sup>os</sup> 25, 27, 28, et 30, 1981-1982, Paris. Une nouvelle traduction française a été donnée par Daniel Saint-James et C. Simon, en 1970, éditée par les "Cahiers Spartacus".

(51) LENINE, "*Œuvres*", tome 14, Moscou, 1962.

(52) De 1924 à 1926 paraissaient les *Principes du léninisme* et les *Bases du léninisme*, de Staline, qui posent les bases du "socialisme dans un seul pays". Cette théorie, qui sanctionne l'abandon de tout internationalisme est officialisée dans le parti russe au XIV<sup>e</sup> congrès (avril 1925) et par le Komintern au V<sup>e</sup> Plénum de son Exécutif élargi (avril 1925).

(53) *Marxisme et philosophie* de Karl KORSCH, Editions de minuit, Paris, 1964. L'exaltation de la philosophie "marxiste-léniniste" était faite dès 1927 par A. DEBORIN, qui devint membre du Présidium de l'Académie des sciences de l'URSS en 1935. Cf. son livre (en allemand), *Lenin - der kämpfende Materialist*, Makol Verlag, Frankfurt, 1971.

(54) Le terme de "empiriocriticisme" fut utilisé pour la première fois par le philosophe suisse Avenarius (1843-1896). Ernst Mach (1838-1916), un grand physicien, est l'une des sources du néopositivisme contemporain, dit "empirisme logique", ou "Cercle de Vienne" (Carnap, Wittgenstein, Neurath...), centré sur la logique formelle.

(55) Bogdanov et son beau-frère Lounatcharsky étaient à la tête de la fraction bolchevik de gauche qui en 1907 préconisait le boycottage de la Douma. Éliminée de la direction du parti bolchevik, elle se regroupa après 1909 autour de la revue *Vperiod*. (Cf. biographies détaillées de Bogdanov (de son vrai nom Malinovski) et Lounatcharsky, G. HAUPT et J.J. MARIE, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Maspéro, Paris, 1969.)

(56) Cf. D. LECOURT, in A. BOGDANOV, *La science, l'art et la classe ouvrière*, Maspéro, 1977, p. 9-41. (Introduction + textes de Bogdanov).



(57) Ibidem, p. 28.

(58) Cité par Lénine, "*Matérialisme et empiriocriticisme*, p. 336.

(59) Lettre de Lénine à Gorki, 25.2.1908, in *Briefe an Maxim Gorki*, Wien, 1923, p. 19. (Citée par Cajo BRENDEL, *Anton Pannekoek, theoretikus van het socialisme*, Nijmegen, 1970.)

(60) LENINE, op. cit. p. 372.

(61) Lettre de Lénine à Gorki, 24 mars 1908, citée par K. Korsch, op. cit., p. 45.

(62) Deborin se fit connaître à partir de 1924 pour ses attaques systématiques contre Lukacs, auteur de "Histoire et conscience de classe", et Korsch, qui avaient le tort de s'écarter de la théorie léniniste, mise en place à cette époque par Zinoviev puis par Staline,

(63) K. KORSCH, *Marxisme et philosophie*, p. 19-64.

(64) PANNEKOEK, *Herinneringen*, Amsterdam, 1982, p. 217.

(65) En 1927, la section scientifique des éditions d'État avait écrit une lettre à Pannekoek le considérant comme un marxiste orthodoxe", pour l'inviter à rédiger une étude sur la dialectique dans le domaine de la physique et de l'astronomie (Archives Pannekoek, IISG, 81 a; cité par C. MALANDRINO, *Scienza e socialismo. Anton Pannekoek (1873-1960)*, Milan, 1987, p. 231.

(65) Lénine, op. cit., p. 250 : " Pour toutes les autres questions, plus élémentaires, du matérialisme (déformées par les disciples de Mach) il n'y a, il ne peut y avoir aucune différence entre Marx et Engels et tous ces vieux matérialistes, d'autre part. " Mais Engels, dans la *Dialectique de la nature* reprochait aux matérialistes du XVIII<sup>e</sup> siècle d'avoir eu une pensée mécaniste et métaphysique.

(66) Les travaux de Carnap (1891-1970), dont la théorie pragmatique est devenue très en vogue dans le monde anglo-saxon, étaient suivis par Pannekoek. Mais celui-ci ne se définit jamais comme un "philosophe"

et ne s'est jamais identifié au "néopositivisme".

(67) Cf. Lénine, *op. cit.*, p. 276 : "Le matérialisme consiste justement à admettre que la théorie est un calque, une copie approximative de la réalité objective."

(68) Connu pour son livre *Les merveilles de la vie*, le néodarwiniste Ernst Haeckel (1834-1919), critiqué par Engels dans sa "Dialectique de la nature", n'était pas seulement en vogue dans le "marxisme russe" - comme le prétend Pannekoek - mais aussi chez des marxistes allemands, comme Mehring, en principe plus "avancés" que Lénine. En toute logique, Pannekoek aurait dû rejeter non seulement rejeter le "matérialisme bourgeois" en Russie mais aussi le "marxisme" de son temps, dans les pays développés, comme en Allemagne...

(69) Cf. ENGELS, *op. cit.* : "La matière, comme telle, est pure création de la pensée et pure abstraction... La matière comme telle, à la différence des matières déterminées existantes, n'a donc pas d'existence sensible." (p. 259) Ou bien : "C'est précisément la transformation de la nature par l'homme, et non la nature seule en tant que telle, qui est le fondement le plus essentiel et le plus direct de la pensée humaine, et l'intelligence de l'homme a grandi dans la mesure où il a appris à transformer la nature." (p. 233.) Cette vision est largement développée par Pannekoek dans son livre *Het ontstaan van de mens*, écrit en 1944, publié en 1945, puis en 1957. (Titre original : "Anthropogénèse, une étude sur l'origine de l'homme".)

(70) Cf. N BOUKHARINE, *La théorie du matérialisme historique*, Anthropos, Paris, 1975; où sont défendus les "concepts" de "science prolétarienne" et de "sociologie marxiste" (p. 9-15.)

(71) Ainsi le livre de KAUTSKY sur *L'Origine du christianisme*.

(72) RIAZANOV, "Communication sur l'héritage littéraire de Marx et Engels", *Karl Marx, homme, penseur et révolutionnaire*, Anthropos, 1968, Paris.

(73) Préface de Lénine aux "Lettres à Kugelmann" de Marx (1907), in *Karl Marx, lettres à Kugelmann (1862-*

1874), Anthropos, Paris, 1968. Article "Le marxisme de Lénine", in *Karl Marx, homme, penseur et révolutionnaire*, Anthropos, Paris, 1968, p. 78-108.

(74) Cf. LENINE, *Cahiers sur la dialectique de Hegel*, col. Idées, Gallimard, 1967. Et aussi, *Ecrits philosophiques annotés par Lénine*, in Joseph DIETZGEN, *L'essence du travail intellectuel*, Maspéro, Paris, 1973. A la différence de Plekhanov et Mehring, qui rejetaient l'apport de Dietzgen, Lénine soulignait que "Dietzgen ne mérite, pas, dans l'ensemble, un blâme aussi catégorique. C'est aux neuf dixièmes un matérialiste qui ne prétendit jamais ni à l'originalité ni à une philosophie particulière, différente du matérialisme." (LENINE, *Œuvres*, 14, 1908, p. 257.)

(75) Constituée en 1921, par Bogdanov et ses partisans, la "Vérité ouvrière" (*Rabotchaia Pravda*) eut une activité jusqu'en 1923. Elle prit part aux grèves sauvages de l'été 1923 qui éclatèrent en Russie. Condamnant la NEP et les syndicats comme des instruments "du capital étatique", ce groupe avait des similitudes avec les théories conseillistes : définition du parti communiste russe comme "parti de l'intelligentsia organisatrice", caractérisation de la Révolution d'Octobre comme une "phase du développement capitaliste". *Rabotchaja pravda* se prononçait pour la formation d'un "nouveau parti ouvrier". Cf. *Revue internationale* n° 9, mars-mai 1977, "La Gauche communiste en Russie (1918-1930)". Voir R. V. DANIELS, *Das Gewissen der Revolution. - Kommunistische Opposition in der Sowjetunion*, Olle & Walter, Berlin, 1978, p. 193-195.

(76) Cf. KAUTSKY, *Rosa Luxemburg et le bolchevisme*, Bruxelles, 1922 : "... la Russie se trouve essentiellement au stade de la révolution bourgeoise ... L'Occident avait ses révolutions bourgeoises derrière lui et devant lui les révolutions prolétariennes ... La Russie, elle, au contraire, était si en retard qu'elle avait encore devant elle la révolution bourgeoise, la chute de l'absolutisme".

(77) Paradoxalement, les communistes de conseils font preuve d'un léninisme strict, lorsqu'il s'agit de rejeter les thèses économiques de Rosa Luxemburg, exposées dans *L'accumulation du capital*. Cf. Paul MATTICK, "Les divergences de principe entre Rosa Luxemburg et Lénine" (1935, *Rätekorrespondenz*, n° 12, "Die

Gegensätze zwischen Luxemburg und Lenin”) : pour lui la théorie de Luxemburg est “ une théorie que Lénine pouvait à bon droit qualifier d’erronée et d’étrangère au marxisme ”, dans le domaine économique.